

c) Projet de développement communautaire urbain à Coquilhatville  
(projet SABENA)

Ce projet concerne un nouveau quartier de la ville dit "Sabena", établi en partie sur l'ancien camp d'aviation où une population de 5.000 habitants environ s'est installée de facto et est maintenant autorisée à rester. Ce quartier devrait être organisé pour répondre aux besoins d'une population assez nombreuse et ayant un taux de natalité élevé. Les besoins les plus urgents ressentis par la population concernant la création d'un Foyer social, la construction d'une école et d'un dispensaire et l'aménagement des sources naturelles d'eau existant sur place.

Les habitants sont prêts à collaborer et la présence d'animateurs locaux compétents encourage l'assistante sociale, conseillère du Ministère provincial des Affaires sociales à essayer une expérience de développement urbain. Un ex-élève de l'Ecole provinciale de Cadres, bénéficiant d'une bourse ONUC pour le développement communautaire, a été destiné à collaborer au projet sous la supervision de l'assistante sociale et un élève assistant social de l'Institut congolais d'Enseignement social (stagiaire ONUC pour le développement communautaire) de Léopoldville a été envoyé à Coquilhatville à la fin de décembre dans le même but à la demande de l'expert en formation de cadres qui a visité récemment le projet.

d) Projet de développement rural dans la région des Mbelo (Maidombe)

Ce projet, qui a fait suite immédiatement au stage de Luna pour animateurs locaux et l'enquête sociale effectuée dans la région des Mbelo en septembre 1962, prévoit une action de longue durée ayant des objectifs précis dans les domaines suivants : communications (amélioration et entretien des routes de la région, ouverture de nouvelles pistes et raccord d'une route d'intérêt provincial); santé et hygiène (meilleure utilisation et aménagement de l'hôpital et du dispensaire de Luna et construction d'un nouveau dispensaire, organisation des consultations des nourrissons et prénatales et meilleure assistance à la maternité, organisation de services de premier secours dans les Foyers sociaux ruraux); éducation (aménagement des bâtiments scolaires, création de nouvelles classes et initiatives diverses pour améliorer le niveau de l'enseignement, organisation de cours d'alphabétisation dans tous les villages, initiatives diverses pour l'éducation de la femme); loisirs (organisation d'activités sportives et récréatives dans les villages et autres initiatives visant à éviter les distractions dangereuses - surtout le chanvre - et à promouvoir une vie sociale plus heureuse); amélioration des villages (aménagement des sources d'eau et creusement de puits, amélioration des maisons); agriculture et élevage (reprise de petites plantations abandonnées, introduction de la culture du riz, aménagement de jardins potagers, amélioration des élevages familiaux); activités économiques (organisation de la vente des produits, accords avec les commerçants pour l'établissement de quelques magasins dans la région, constitution éventuelle de coopératives).



Le programme ci-dessus indiqué est réalisable en plusieurs étapes, grâce à l'action entreprise par les "Bolingos" ou comités de villages, constitués dans toute la région dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants et composés des membres les plus actifs de la population. La collaboration des techniciens de la région (le missionnaire itinérant chargé de l'éducation, l'infirmier de Luna, l'infirmière-accoucheuse de la Mission protestante de Duma, le moniteur agricole, quelques colons) est déjà assurée grâce à l'initiative et les qualités d'animatrice de l'assistante sociale de la Mission catholique de Tolo qui travaille en étroite coopération avec les Bolingo. Ces derniers peuvent obtenir la participation de la population dans toutes les activités prévues au projet à condition qu'un minimum d'équipement et de matériel de travail puisse être fourni.

Le programme d'action immédiate dans la région des Mbelo concerne les problèmes les plus urgents et, en même temps, les moins difficiles à résoudre. Les projets envisagés pour cette première étape, et déjà en phase de réalisation, sont donc les suivants :

1. Education

- a) Alphabétisation des adultes :- En vue d'alphabétiser le plus grand nombre possible d'adultes, une classe sera créée par village (20 classes). Le matériel pour une telle classe coûte environ 1.200 Frs et il pourra être utilisé pour plusieurs groupes.
- b) Un stage pour moniteurs et monitrices d'alphabétisation sera organisé à Tolo par l'Ecole nationale de Cadres; 25 moniteurs et monitrices destinés à donner par la suite les cours indiqués au point a), y participeront.
- c) Action sociale :- Création d'un foyer par village dont les monitrices seront payées par les femmes du foyer; 15 foyers fonctionnent déjà depuis l'année passée et 10 autres seront créés en 1963. Afin de les équiper avec le matériel indispensable, une somme de 1.000 Frs par village a été prévue, somme qui servira à procurer du bois au menuisier du village pour la confection de tables, bancs et tableaux; l'achat d'une machine à coudre par village serait souhaitable mais il faudrait obtenir une aide de l'extérieur.

2. Amélioration et entretien des routes, ouvertures de nouvelles pistes

- a) Amélioration des routes et des ponts :- 40 ponts dans un état défectueux sont à réparer; la population pourra entreprendre cette action sous la responsabilité des Bolingo.
- b) Nouvelles pistes
  1. Ipoku-Luluabo : 7 kms :- Cette piste fait partie du tronçon



Inongo-Oshwe et la population est d'accord pour construire bénévolement une digue de 7 kms si le Gouvernement lui fournit des outils. Elle permettra l'écoulement des produits, une liaison plus rapide avec la capitale de la nouvelle province du Maindombe, le transport des malades à l'hôpital d'Inongo et des femmes à la maternité de Taketa etc.

2. Botemola-Ilomonkita : 8 kms :- Pendant le stage, tous les habitants du village d'Ilomonkita ont travaillé pour ouvrir cette piste. Ils ont construit 15 ponts et élargi la route. Il ne reste plus qu'à mettre quelques planches sur les ponts afin de faciliter le passage.

3. Ilomonkita-Benkenkole : 22 kms. Cette piste permettra l'évacuation des produits agricoles ainsi que le transport des malades et facilitera toute action socio-éducative dans la région.

### 3. Activités économiques

Avant de commencer une coopérative proprement dite, il semble souhaitable de créer quatre zones d'intérêt économique adaptées à la situation géographique afin de préparer les esprits à une coopération plus large. Dans chaque zone, la construction d'un dépôt d'emménagement pour les produits agricoles et l'achat d'une balance sont envisagées. La fabrication des briques et la construction des magasins sera faite par les villageois.

L'Assistante sociale et les Bolingo espèrent obtenir l'aide extérieure qu'ils demandent (258.700 Frs en matériel, dont 24.000 Frs pour l'équipement des classes d'alphabétisation, 175.000 Frs pour les foyers sociaux, 39.700 Frs pour les outils destinés à la construction des routes et 20.000 Frs pour les matériaux destinés à la construction d'un dépôt pour emménagement des produits agricoles). Mais dans l'entre-temps, ils sont à l'oeuvre pour la réalisation des premières initiatives, en mettant à profit l'"événement extraordinaire" qui s'est manifesté en septembre (l'arrivée de l'équipe ministérielle et l'organisation du stage) et qui a suscité un grand enthousiasme dont les effets n'ont pas été vains.

L'organisation nouvelle des Bolingo tient justement compte de cette nécessité d'action et surtout de collaboration et de coordination. Le programme des Comités prévoit en effet que chaque réunion des Bolingo (auquel tout le village est invité à participer) considère particulièrement un des sujets traités au stage; qu'un comité spécial représentant tous les Bolingo (avec 4 membres, un par zone) soit constitué et se réunisse régulièrement pour discuter les problèmes qui intéressent toute la région; que tous les Présidents de Bolingo, enfin, se réunissent au moins une fois par mois pour connaître et approuver le travail du Comité spécial. L'opportunité d'inviter les moniteurs, l'agronome, le chef



de secteur, l'Assistante sociale et d'autres personnes a aussi été reconnue par les Bolingo. Ceci montre bien qu'il s'est produit un véritable changement d'attitudes dont les effets ne manqueront pas de se faire sentir par la suite.

Selon les dernières nouvelles parvenue de Tolo, les Bolingo ont constitué le Comité inter-villages (avec les représentants des quatre zones d'intérêt économique) et ont commencé à réaliser leur programme, en attendant les outils et les matériaux indispensables pour les travaux plus importants. Les champs de riz ont été préparés par la population, qui attend maintenant le paddy promis par l'agronome provincial, contacté par l'expert de la FAO et l'expert en développement communautaire à la suite du stage de septembre. Entre-temps, les Autorités provinciales du Maidombe, ont présenté par écrit et verbalement une demande d'aide en matériel pour réaliser le projet des Mbelo et autres projets éventuels dans la région, en remerciant le Ministère des Affaires sociales et l'expert en développement communautaire pour l'action entreprise.

Sur le plan national, l'action a été la suivante à la fin de l'année 1962 : le Ministère du Plan et de la Coordination a inscrit le projet dans le cadre de son programme d'assistance aux projets de développement communautaire ayant un intérêt économique, et l'aide du Ministère des Affaires sociales est envisagée pour l'année 1963 dans le cadre de son programme d'action sociale. L'Ecole nationale de Cadres a complété un programme de formation de moniteurs de l'alphabétisation en langue lingala et organisera le stage demandé par les Bolingo en janvier 1963. Du côté international, une assistance importante est prévue par la FAO, en collaboration avec le service des Travaux publics de l'ONUC, et l'expert agricole qui a déjà visité la région avec l'expert en développement communautaire, se rendra bientôt sur place pour étudier les possibilités pratiques d'action en collaboration avec les Bolingo et l'assistante sociale de Tolo. Le Service de l'Information de l'ONUC envisage de faire un documentaire dans la région illustrant l'effort de la population et les transformations en cours.

e) Projet de développement rural dans la région de Mutesa-Katana (Sud-Kivu)

Ce projet qui fait suite au stage de Bukavu en août 1962, envisage une action de développement dans une région rurale aux environs de la ville de Bukavu où opère la Mission catholique de Mutesa et qui comprend les villages de Jutesa, Mulungu, Katana, Mudaka, Kavamu, Miti, Mwanda, Cireja et la zone d'expérimentation de l'IRSAC. Cette zone englobe une population très nombreuse et pourrait être étendue davantage si une action parallèle était lancée dans les Foyers sociaux ruraux qui sont répartis sur une surface plus étendue, comprenant les diocèses de Bukavu et Uvira (territoires de Kabaré, Kalehe, Fizi, Walungu, Uvira et Mwanga).

Le projet a été précédé d'initiatives socio-éducatives en faveur de la



jeunesse et des femmes des Foyers sociaux (action sociale des militants J.A.C. - Jeunesse Agricole Chrétienne), cours d'alphabétisation pour garçons et jeunes adultes, réorganisation des Foyers ruraux en vue d'un programme plus étendu dans le domaine social, cours de formation des monitrices etc.) avec la collaboration du personnel social de la Mission et de plusieurs moniteurs et animateurs bénévoles et l'assistance financière du Ministère provincial des Affaires sociales.

Le projet, présenté au Séminaire de Matadi par l'Assistante sociale de Bukavu, conseiller pour les questions sociales auprès du Ministère provincial des Affaires sociales du Sud-Kivu, n'est pas encore défini dans toutes ses phases mais une première action est prévue pour le début de l'année 1963, en collaboration avec les groupes qui ont déjà pris des initiatives orientées vers le développement communautaire et avec l'assistance technique d'éducateurs et de techniciens engagés dans les programmes de la Mission catholique, des Instituts d'agriculture, de l'UNESCO, OMS, Croix-Rouge et autres et, naturellement, du Ministère provincial des Affaires sociales. Les activités prévues dans l'immédiat sont les suivantes :

1. Lancement d'une campagne pour la diffusion des principes du développement communautaire (déjà en cours). La J.A.C. et les Foyers ruraux organiseront en particulier des séances récréatives (à but éducatif) dans les différents villages de la région à l'intention des jeunes, des femmes et de la communauté toute entière.
2. Aménagement complet du Centre de Formation pour monitrices sociales en milieu rural et amélioration de son programme.
3. Organisation d'un stage pour animateurs ruraux sur l'inspiration du stage de Luna parmi les Mbelo. Dans ce but, une enquête préalable sera faite et distribuée dans les villages afin que les travaux du stage soient bien conformes à la situation locale, aux besoins et attitudes de la population. Cela aboutira au lancement d'un véritable projet de développement communautaire, basé sur les besoins ressentis par la population et sur les possibilités d'action.

L'expert en développement communautaire avait visité en août 1962 la localité choisie pour ce projet et avait pris contact avec les responsables éventuels, dont une grande partie avait participé au stage de Bukavu. Sa présence avait été demandée pour l'organisation du stage pratique de formation d'animateurs locaux et pour une assistance initiale au projet, mais le manque de temps ne lui a pas permis de se rendre à nouveau sur place avant son départ.

f) Projets divers de développement communautaire

L'expert en développement communautaire a collaboré au lancement des projets ci-dessus dans une mesure plus ou moins grande, mais d'autres projets établis



par l'initiative privée ou publique sont en cours ou en voie d'organisation au Kasai, au Kwilu, au Kwango, au Nord-Kivu etc., et l'aide du Ministère des Affaires sociales à certains de ces projets est envisagée pour l'année prochaine. L'expert a pris contact avec les responsables ou animateurs de ces projets et a visité, avec le Directeur national pour le Développement communautaire, quelques lieux où des projets intéressants étaient envisagés.

L'élément commun à ces projets est constitué par le fait que des efforts de la part de la population sont prévus, et souvent déjà entrepris, et que la collaboration d'animateurs et techniciens sur place est assurée, mais la collaboration entre services publics et organismes privés est trop souvent limitée par des règles administratives difficiles à surmonter. En principe une aide financière ou même en nature ("subside") ne peut être accordée qu'à une organisation nationale ayant une convention avec le Ministère, régulièrement approuvée et enregistrée. Le même handicap se manifeste lorsqu'il s'agit de programmes intéressant directement ou indirectement le développement communautaire (programmes d'alphabétisation, culture populaire, éducation artistique, éducation ouvrière, vulgarisation agricole, programmes socio-éducatifs en faveur de la jeunesse, programmes médico-sociaux). La situation pourra être résolue en partie dans l'avenir si un Fonds national d'Assistance sociale (ou Institut d'aménagement des collectivités) prévu depuis longtemps en substitution des Fonds divers d'assistance existant dans le passé (Fonds du Bien-être, Fonds du Roi etc.) et dont la nouvelle structure n'est pas encore définie, est effectivement constitué et organisé d'une manière souple et dynamique en fonction des nouvelles exigences et d'une orientation de l'action sociale vers le développement communautaire.

Actuellement, à part l'aide envisagée en faveur de quelques projets-pilotes proposés par les autorités provinciales, les moyens concrets d'assistance à des projets privés sont presque inexistantes, sauf s'il y a la possibilité d'obtenir une aide directe de la part d'autres organismes privés, internationaux ou nationaux, ou de la part d'organisations d'aide bi-latérale. L'aide internationale (Nations Unies et Institutions spécialisées) est aussi subordonnée à une demande officielle gouvernementale, ce qui rend très difficile, en ce moment, l'assistance à des initiatives qu'on voudrait encourager avant de lancer des programmes sur une base plus large. L'expert en développement communautaire a signalé à l'ONUC cette situation et espère que l'UNICEF (qui toutefois travaille aussi dans le cadre gouvernemental), l'Union internationale pour la protection de l'enfance et d'autres organismes ayant des possibilités d'action immédiate, pourront intervenir plus efficacement là où il y a une action valable de la part des intéressés et des possibilités effectives de relance socio-économique. Cela n'a pas été possible jusqu'à maintenant, et à titre d'exemple, l'expert reproduit ici le compte-rendu d'une mission effectuée à Popokabaka (Kwango, ex-province de Léopoldville) en mai 1962, avec ses collègues du Ministère central et du Ministère provincial des Affaires sociales, à la demande d'un religieux congolais soucieux des problèmes de sa région :



"Le but de la mission était de prendre contact avec les autorités locales et visiter un projet de développement communautaire en milieu rural à Kabama (territoire de Popokabaka) présenté par l'Abbé Tuyaba qui est de la région et avait signalé des initiatives intéressantes dans ce domaine.

"La situation sanitaire et générale avait fait dans le passé, l'objet d'une enquête de l'OMS dans toute la région du Kwango-Kwilu. Les membres de la mission ont pu se rendre compte directement de la situation particulière dans la chefferie de Kabama, à 60 kms environ du chef-lieu de territoire. A Kabama, il existe un centre scolaire ouvert par la Mission catholique de Ngowa, près du village anonyme, comprenant les classes élémentaires jusqu'à la cinquième année pour toute la population scolaire de la région (on a parlé d'une quarantaine de petits villages autour du centre), avec internat pour les élèves provenant des villages plus éloignés. Les moniteurs et leurs familles vivent sur place.

"Il est du désir des habitants de créer un centre de vie sociale, avec activités diverses autour du groupe scolaire, avec la collaboration du directeur et des moniteurs de l'école. Les autorités sont d'accord mais elles n'ont pas de moyens (ni financiers ni de communications) pour les aider

"Entre-temps, les femmes du village ont recueilli une somme de 20.000 frs pour ouvrir un foyer et les moniteurs de l'Ecole ont cotisé 260.000 frs. Toutefois, l'Administrateur, pour encourager les intéressés a alloué un crédit de 10.000 frs aux jeunes qui désirent organiser un atelier artisanal, destinés à l'achat d'un camion pour évacuer les produits et faire venir les objets de première nécessité pour les habitants de la région. Cette somme, consignée à l'Abbé Tuyaba, n'est pas encore suffisante : il faudrait en effet avoir un montant de 600.000 frs pour obtenir un véhicule neuf adapté aux routes et pistes de la région, et les intéressés souhaitent une aide (un crédit agricole) qui leur permettrait de réaliser ce projet aussitôt que possible.

"Il faut observer à cet égard, que la région offre des ressources importantes (bois, manioc, arachides, fruits, etc.) qui ne sont pas exploités à cause des difficultés d'évacuation. Il y a dans la région un assistant agricole qualifié (qui avait fréquenté le stage de formation de la FAO - BDPA à Léopoldville) qui pourrait collaborer au développement agricole de Kabama mais si les habitants n'ont pas les moyens d'évacuer leurs produits, tout effort pour améliorer la production serait inutile.



"Une autre initiative intéressante, toujours dans le cadre de ce programme de développement, est en cours et, selon l'Abbé Tuyaba, peut constituer le moyen de toute action future. Douze menuisiers, en grande partie jeunes gens qui ont suivi les cours d'une école artisanale et qui s'étaient installés à Léopoldville, ont décidé de rentrer chez eux et de se mettre au travail tous ensemble, en créant un "Centre artisanal" dans la région, qui est riche en bois et où les habitants sont anxieux d'acheter des meubles à des prix raisonnables et commencer ainsi à améliorer leurs conditions de vie. Un menuisier qualifié et expérimenté a été appelé de Léopoldville et nommé directeur du Centre et les intéressés sont en train de constituer un atelier dans l'enceinte du groupe scolaire, avec l'accord et la collaboration de l'Ecole qui voit la possibilité de donner ainsi une formation technique à ses élèves. Une coopérative de production est envisagée, les outils de première nécessité sont acquis et l'intention des intéressés est d'acheter un équipement plus important aussitôt que les premiers travaux auront été fabriqués et vendus. Au cours de notre visite, il a été discuté la possibilité de faire participer à cette coopérative aussi les scieurs, qui vont couper les arbres dans la forêt et préparer les planches pour le travail, afin de ne pas payer immédiatement tout l'argent nécessaire et de leur donner en même temps une garantie pour l'avenir.

"Les habitants, enfin, voudraient aussi un dispensaire et sont prêts à le construire s'il y a la possibilité d'obtenir des médicaments et une supervision technique de la part des autorités médicales.

"Une aide matérielle pour réaliser ces divers projets a été demandée mais le budget gouvernemental ne semble pas permettre, pour le moment, une assistance de ce genre. D'autre part, il faut considérer les distances et les difficultés de communication (la route est longue et mauvaise, le bac entre Popokabaka et les villages au-delà du fleuve Kwango est presque souvent en panne, ce qui oblige les gens à passer la nuit dans la forêt et nous en avons fait aussi la triste expérience) qui empêchent une supervision technique même de la part des autorités du territoire. Les services nationaux provinciaux seront naturellement informés de la situation. Dans l'entre-temps, d'autres formes d'aide devraient donc être envisagées s'appliquant également à d'autres régions analogues. En effet, des initiatives de ce genre devraient être encouragées parce qu'elles correspondent aux principes propres du développement communautaire et contribuent, en premier lieu, à maintenir sur place les populations rurales et à leur donner des espoirs et des possibilités d'amélioration par leurs propres moyens.

Il serait par exemple souhaitable que les Services de l'information collaborent à des programmes éducatifs et techniques spéciaux



conçus en faveur des communautés rurales isolées mais désireuses de se développer. Il serait évidemment nécessaire de prévoir un plan d'action dans ce domaine, en commençant par des zones d'expérimentation, qui devrait inclure la distribution gratuite, ou à un prix réduit et accessible, de radios transistors, avec programmes spéciaux dans les domaines de l'éducation des adultes, de la vulgarisation de l'éducation sanitaire et, en général, de tous les aspects du développement communautaire rural. Les Ministères intéressés devraient collaborer à ce programme pour la partie de leur compétence et s'assurer que ces programmes soient suivis par du personnel bénévole sur place (moniteurs, missionnaires, etc.) qui pourraient organiser des écoutes collectives, avec commentaires et discussions et signaler aux responsables des programmes, les besoins des habitants et les lacunes éventuelles des programmes. Le coût de cela serait moins élevé que celui d'envoyer des techniciens sur place ou d'assurer des contacts personnels fréquents et serait compensé par des résultats d'intérêt économique et social pour le Pays.

"Le problème des communications et des transports reste actuellement le problème No. 1, mais cela rentre dans le programme concernant l'infrastructure du Pays qui exige évidemment une étude sérieuse de la part des services compétents. La situation de Popokabaka est très grave de ce point de vue et il n'y a pas de doutes que la solution du problème permettrait non seulement une action sociale plus étendue et coordonnée, mais aussi un relèvement économique dont bénéficierait les habitants de la région ainsi que la population de Léopoldville.

"A cet égard, la possibilité de faciliter l'achat du véhicule de la part des moniteurs (qui pourraient constituer, comme prévu, une coopérative) pour effectuer déjà les transports des denrées alimentaires à Léopoldville et acheter en ville les produits de première nécessité, devrait être considérée, et les services compétents pour les crédits agricoles devraient être informés de la situation afin de connaître les garanties requises pour obtenir un prêt qui compléterait la somme déjà cotisée par les intéressés."

Ce rapport a été diffusé parmi les services intéressés nationaux et internationaux mais aucune action n'a fait suite aux propositions indiquées ci-dessus parce que le projet n'a pas été retenu par les autorités provinciales et n'a donc pu être pris en considération par le Gouvernement central. Avec la constitution de la nouvelle province du Kwango, il serait peut-être possible d'obtenir un intérêt plus direct de la part des autorités intéressées, mais, dans l'entemps, le temps a passé et l'effort de la population n'a pas été encouragé au moment opportun. Cette situation n'est pas unique, l'expert en a connu beaucoup



d'autres sans possibilité d'intervention ni de sa part ni de celle de ses collègues congolais.

Citons, par contre, un autre exemple d'initiative privée qui a remporté du succès parce qu'elle a été soutenue par une Association internationale et une oeuvre d'assistance sociale étrangère : les projets des "Compagnons Bâtisseurs" dans la province de Luluabourg. Le rapport spécial sur les projets-pilotes, joint à ce rapport, consacre une partie assez détaillée à cette initiative dont un bref résumé est présenté ici.

L'Association nationale des Compagnons Bâtisseurs, constituée à Luluabourg a entrepris une série d'activités à contenu à la fois éducatif et socio-éducatif s'intégrant dans les projets suivants : Cité sociale, Centre d'accueil pour jeunes, Coopérative "Socotrabois", Camp Kumpala, dont le dernier concerne un programme de développement communautaire en milieu rural assez large, tandis que les autres concernent plus proprement le milieu urbain. Ces initiatives ont été prises au début par le Secrétariat d'Action catholique et sociale à Luluabourg et ont obtenu une aide considérable de la part de l'Association internationale des Compagnons Bâtisseurs et de l'Oeuvre catholique allemande "Miserior". Récemment, le Ministère provincial des Affaires sociales, soutenant l'initiative des Compagnons Bâtisseurs, a fait parvenir une demande d'aide au Gouvernement central, mais entre-temps, les projets ont démarré avec l'assistance de neuf techniciens étrangers envoyés par l'Association internationale.

Le projet le plus intéressant du point de vue développement communautaire concerne le Camp Kumpala ("En Avant") envisagé comme Centre de formation de jeunes animateurs ruraux et qui sera aussi le centre de rayonnement d'un très vaste programme de développement rural. Une enquête sociologique précèdera les activités du Camp Kumpala qui seront intégrés par un service de vulgarisation agricole dans la région, en collaboration avec l'ETSA (Ecole technique supérieure d'Agriculture), près de Luluabourg. Le projet prévoit également la formation d'animatrices rurales, en collaboration avec le Camp Kumpala et le Centre de formation des monitrices sociales dirigé par une Assistante sociale conseillère auprès du Ministère provincial des Affaires sociales.

Le programme du Camp Kumpala est soigneusement préparé et les premiers travaux d'aménagement de la ferme-école sont en cours. Le premier but du Centre est à la fois éducatif et pratique et tient à constituer un exemple démontrant la possibilité d'éviter l'exode des jeunes paysans vers la ville en leur donnant la possibilité et les moyens de transformer leur milieu et de vivre ainsi une vie plus heureuse. La mentalité entière des jeunes ruraux doit être changée : reconnaître la dignité du travail manuel, adopter une attitude différente envers les travaux agricoles traditionnellement effectués par les femmes, avoir le désir d'apprendre des nouvelles techniques et d'employer des outils plus efficaces, se rendre compte de la valeur économique de l'agriculture et de l'élevage, apprécier un logement simple mais plus confortable et agréable qu'une case mal aménagée ou



ou un taudis en ville etc. A ce changement d'attitudes correspondra évidemment aussi la possibilité concrète d'un changement matériel en vue duquel les jeunes apprendront par les Compagnons Bâisseurs, les techniques nécessaires.

L'expert en développement communautaire a visité le Camp Kumpala, la Coopérative "Socotrabois", la Cité sociale 1/ et a pris contact avec les responsables des projets échangeant des idées et discutant les objectifs, les programmes et les méthodes de travail. A la suite d'une première visite en septembre 1962 et de contacts pris avec les intéressés ainsi qu'avec le Directeur provincial des Affaires sociales et la Directrice du Centre de formation féminine, il avait été aussi envisagé le stage de formation complémentaire sur le développement communautaire qui a eu lieu, en effet, en novembre 1962, avec la participation et la collaboration des "Compagnons Bâisseurs".

Au cours d'une visite à l'E.T.S.A. avec un collègue de la FAO, l'expert en développement communautaire a discuté avec le Directeur de l'Ecole d'un projet concernant l'introduction de la culture du soja et son introduction dans l'alimentation de la population, qui sera réalisé par l'Ecole en collaboration avec le Camp Kumpala, les Foyers sociaux et des spécialistes de l'OMS et de la FAO, projet qui a été signalé aux Nations Unies en vue d'obtenir une aide éventuelle de la part du "World Food Programme".

#### 7. - COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les relations officielles concernant le programme global des Affaires sociales était de la compétence du Conseiller principal, mais l'expert a maintenu autant que possible des contacts "techniques" avec les services et les experts intéressés au développement communautaire, et en premier lieu avec ceux du siège des Nations Unies qui lui ont fourni documentation, suggestions et encouragement. Les services du Secrétariat de l'UNESCO lui ont aussi fourni de la documentation sur l'éducation des adultes et le développement communautaire, destinée en grande partie aux bibliothèques du Centre de documentation du Ministère des Affaires sociales et des Ecoles de formation sociale.

L'expert est toujours resté en contact avec les collègues de la Section des Affaires sociales, des Opérations civiles de l'ONUC et a obtenu une collaboration précieuse de la part des experts de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de quelques services spécialisés à l'échelon national et provincial, au cours des stages de formation sur le développement communautaire. Des missions d'étude ont été effectuées à l'intérieur du Pays avec des collègues de la FAO, du BIT et de l'UNESCO, et tous les rapports concernant des aspects d'intérêt commun ont été transmis pour information aux services intéressés de l'ONUC. De son côté, l'expert en développement communautaire a été appelé à collaborer à des programmes de formation de la FAO et de l'UNESCO et son avis a été souvent demandé par les collègues des

---

1/ Rapport sur les "Projets-pilotes de développement communautaire", décembre 1962 (en annexe)



Institutions et services spécialisés et aussi par des experts internationaux ou régionaux en mission au Congo. Des contacts ont aussi été maintenus avec les Services de l'information de l'ONUC, et l'expert a été appelé à effectuer des émissions radiophoniques concernant les programmes de développement communautaire.

L'expert est toujours resté en contact avec l'UNICEF qu'il a tenu au courant de ses initiatives. En 1962, cette Organisation a apporté une aide importante à l'Ecole nationale de Cadres, dont le programme d'extension intéresse également le développement communautaire, grâce aux démarches entreprises par le Conseiller principal des Affaires sociales et de l'expert en formation des cadres à l'époque (Professor R.C. Wilson et Melle Y. Mayor); une aide ultérieure avait été envisagée pour l'avenir en faveur des programmes de développement communautaire aussitôt que les premières expériences auraient donné des résultats jugés intéressants et, naturellement à la demande du Gouvernement. L'expert en développement communautaire pense que le moment est venu pour solliciter cette aide et souhaite que son successeur s'occupe de cette question, en accord avec le Conseiller principal. L'Union internationale pour la Protection de l'Enfance, qui travaille en collaboration étroite avec l'UNICEF, et qui peut disposer d'une plus large autonomie administrative, avait également promis son assistance; l'expert a signalé à son représentant l'opportunité d'aider au moins les premiers projets de développement communautaire reconnus par le Gouvernement, dont une partie des programmes concerne les problèmes de la maternité et de l'enfance et l'éducation de la jeunesse. Cette question est également en suspens.

Plusieurs organismes régionaux ou nationaux se sont intéressés au développement communautaire mais les relations avec ces organismes ont été entretenues par le Conseiller principal des Affaires sociales ou par d'autres fonctionnaires de l'ONUC, et l'expert a pu seulement fournir les renseignements en sa possession et exprimer son avis quand son intervention a été sollicitée ou quand il a été informé des démarches en cours. Dans ce domaine, l'action de l'expert en développement communautaire a donc été limitée par des raisons indépendantes de sa volonté.

#### 8. - MISSIONS A L'ETRANGER

Parmi les activités de l'expert il y a à rappeler quelques voyages à l'étranger qui, tout en ne constituant pas un des objectifs de sa mission, lui ont été utiles pour mieux effectuer son travail au Congo.

En janvier 1962, l'expert en développement communautaire et celui en formation des cadres se sont rendus en Ouganda et au Kenya pour prendre contact avec les responsables des programmes de formation en développement communautaire dans ces pays et visiter les principales réalisations en cours. En mai 1962, l'expert en développement communautaire, au cours de son voyage de congé dans les foyers s'est arrêté au Ghana et au Sénégal dans le même but et aussi pour y étudier la



possibilité et l'opportunité d'envoyer des fonctionnaires et agents sociaux congolais sur place afin de leur permettre d'observer directement les réalisations importantes obtenues dans ces pays et donner ainsi à leur formation un contenu plus pratique dans le domaine du développement communautaire. Une visite a été effectuée au Centre d'animation rurale du BDPA à Dimonika (Congo-Brazzaville).

Ces missions ont été effectuées avec l'autorisation de l'ONUC et l'avis favorable du Ministère des Affaires sociales; des compte-rendus des visites et contacts effectués ont été préparés à la suite de ces voyages. Selon l'avis de l'expert, basé sur son expérience directe sur place, le Ghana offre des conditions excellentes pour un voyage d'étude et d'observation sur le développement communautaire, et ses services peuvent organiser un programme théorique et pratique à l'intention d'un groupe de visiteurs, à condition que ce groupe ne soit pas trop important et qu'au moins un de ses membres connaisse l'anglais. Un tel programme était prévu pour octobre-novembre 1962 par le Conseiller principal des Affaires sociales de l'époque, en accord avec le Ministère des Affaires sociales, mais les arrangements pratiques pour l'organisation de ce programme ont été remis et le voyage en question est maintenant prévu pour l'année 1963.

L'expert pense que des programmes d'observation et de formation complémentaire sur le développement communautaire - même accélérés - en Afrique sont beaucoup plus utiles que de longs séjours en Europe ou en Amérique où les conditions économiques, sociales, géographiques et de milieu sont trop différentes de celles du Congo. Un stage au Ghana permettrait aux responsables des programmes d'action sociale et de développement communautaire, d'acquérir des connaissances utiles en matière d'organisation et d'administration des programmes et une expérience pratique en matière d'exécution qu'ils ne peuvent encore acquérir au Congo. Dans le même ordre d'idées, un programme de stages pratiques en Ouganda, surtout pour les femmes, et probablement aussi au Tanganyika, en Nigérie, au Ruanda et au Burundi, serait souhaitable et l'expert espère que cette suggestion sera reprise par son successeur. Un programme de visites au Sénégal serait aussi utile mais il devrait être envisagé quand un cadre d'animateurs ruraux (dans le sens technique utilisé au Sénégal) aura été formé au Congo.

### III. - CONCLUSIONS ET SUGGESTIONS FINALES

#### A) - CONCLUSIONS DE L'EXPERT AU TERME DE SA MISSION

L'année 1962 a été très active, surtout au cours des dernier six mois qui ont vu la réalisation d'initiatives étudiées et préparées au cours de la période précédente et le début du développement communautaire au Congo.

Avant l'indépendance, cette formule socio-économique avait fait l'objet <sup>1/</sup> d'études et de discussions sérieuses ayant porté leurs fruits par la suite. Plusieurs spécialistes considéraient les "paysannats" créés dans le Pays, comme un début <sup>2/</sup> de développement communautaire, mais souvent ils agissaient surtout

1/ Recommandations du "Symposium d'Action sociale" - organisé par le Commissariat général à l'Action sociale et à la Jeunesse.

2/ G. Malengrau (FBI) - Les lotissements agricoles au Congo belge, Bruxelles, Institut Royal belge, 1949.



de développement rural très avancé au point de vue technique; la seule véritable expérience dans le domaine propre du développement communautaire semble avoir été celle de l'Institut sociologique Solway à Bongandanga (Equateur) 1/. En tout cas, la participation directe et volontaire des Congolais au lancement d'un programme de développement communautaire n'a été possible qu'après l'accession à l'Indépendance, et les initiatives prises par le Ministère des Affaires sociales en 1962, ont été les résultats d'une décision des intéressés et non pas de directives ou suggestions venues de l'extérieur.

L'assistance d'un expert des Nations Unies en développement communautaire a été demandée par ce Ministère qui a été le premier à inclure dans un programme national congolais des objectifs et des activités dans ce domaine. Il est évident que la nature même du développement communautaire demande l'intervention de plusieurs services et la coordination des programmes, mais l'essentiel est que quelqu'un commence. L'expérience de plusieurs pays démontre, en effet, que l'initiative peut naître de Départements divers (Education, Agriculture, Plan, Affaires sociales, Bureau du Président ou du Premier Ministre etc.) ou même d'organismes privés et que la coordination - toujours indispensable - vient par la suite. Parfois, celle-ci peut être établie sans difficultés, parfois il faut un processus de clarification, ce qui a été le cas au Congo.

L'expert en développement communautaire n'a jamais pris position au cours de cette évolution. . mais exprime maintenant l'avis qu'une phase d'expérimentation et de discussion a été nécessaire et a contribué à faciliter le travail futur. En 1961, il était peut-être prématuré de lancer un large programme national de développement communautaire, mais en 1963, cela sera possible et moins difficile. L'expérience du travail effectué au cours de l'année 1962 aura ainsi permis une évaluation des premiers résultats et de faire un inventaire des possibilités et des difficultés. Cette expérience sera sans doute utile au Gouvernement congolais en vue de la préparation et de la réalisation d'un programme de développement communautaire à un échelon beaucoup plus large que dans le passé. L'expert pense que son travail personnel aurait pu être plus efficace si la question fondamentale (identification du rôle précis du développement communautaire au Congo et règlement définitif des compétences de chaque Ministère intéressé au développement communautaire) avait été résolue auparavant; il pense toutefois avoir réalisé ce qu'il était possible de faire, compte tenu des conditions dans lesquelles il a travaillé et de la situation générale du Pays.

Le rapport présenté par M. Le Floch (expert du B.D.P.A.) pour le compte du C.C.T.A. 2/ à la suite de sa mission auprès du Gouvernement congolais en janvier-

---

1/ Rapports d'activités préparés par le Chef de l'équipe en 1954-56.

2/ Rapport de mission par M. Georges Le Floch (Congo, 15 janvier-7 février 1962).  
Commission de coopération technique pour les Etats d'Afrique au Sud du Sahara.



février 1962, offrait un tableau exact des "facteurs-freins" susceptibles de compromettre les possibilités de succès d'une opération de développement communautaire au Congo. Ces facteurs (confusion des pouvoirs, pénurie de cadres, économie perturbée, situation financière précaire, manque de préparation psychologique de la population et désir des dirigeants (par réaction) d'accélérer les temps sans préparation adéquate, utilisation insuffisante des cadres extérieurs à l'Administration, problèmes de la jeunesse désœuvrée, conditions d'insécurité) existent toujours, même si quelques uns ont diminué d'intensité. Toutefois, l'expérience montre qu'un programme bien conçu et organisé de développement communautaire peut y faire face, pourvu qu'une action d'éducation et de formation civique et technique soit lancée parallèlement au programme d'opérations. L'urgence des besoins, en effet, ne peut pas toujours permettre une action éducative préalable qui, bien qu'opportune, risquerait de retarder davantage le commencement de l'action. Une étude sérieuse de la situation et des besoins fondamentaux par le Gouvernement et la population est toujours fondamentale avant de préparer les programmes et les plans d'action; le Ministère du Plan, le Ministère des Affaires sociales et d'autres départements se sont consacrés dès le début à cette étude. 1/

Les problèmes économiques et particulièrement ceux de la production et des communications constituent le souci majeur du Pays; ils ont fait l'objet d'études par le Ministère du Plan et autres services gouvernementaux, en premier lieu, celui du Premier Ministre. Il est donc évident que le développement communautaire doit s'insérer dans un programme de développement économique (dont il constitue une partie et non pas l'élément unique), mais il faut une intégration et une action technique et socio-éducative parallèles. A ce sujet, certains pensent qu'il serait plus facile et plus efficace de recourir à un système de travail obligatoire (travail agricole obligatoire et corvées d'entretien des routes), malgré le fait qu'il serait maintenant incompatible avec la liberté et la dignité des citoyens d'un pays indépendant. Le travail agricole obligatoire a en effet été imposé, ces derniers temps, dans quelques provinces du Congo, mais cette disposition semble arbitraire. Elle n'a en tout cas pas été sanctionnée par une loi du Parlement national et il semble également inconcevable que la Constitution du Pays, en phase d'élaboration, puisse porter une atteinte si profonde aux droits fondamentaux des citoyens. Des mesures graves peuvent évidemment être prises en cas d'urgence, à titre exceptionnel et temporaire, mais si cela est définitif, le remède, même du point de vue économique semble pis que le mal : les résultats d'une telle action dans le passé (les soi-disant "travaux d'ordre éducatif") confirment l'inopportunité et la reprise d'un système qui, d'autre part, exigerait des moyens de contrôle et de coercition coûteux et même dangereux. La réaction psychologique de la population après l'Indépendance ("on n'est plus obligés de travailler!") et le souvenir tenace d'une action de contrainte de la part des "moniteurs agricoles" rendant encore difficile le rôle actuel de ce personnel technique, sont trop connus dans leurs

1/ "MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COORDINATION ÉCONOMIQUE" Plan de développement économique et social - Problèmes, voies à suivre, organisation, avril 1962. et Les études et rapports de MM. Ngoy, Kazadi et Tshilumba, Ministère du Plan).



effets pour qu'on s'étende davantage sur ce sujet.

L'objectif fondamental aujourd'hui, même pour résoudre les problèmes économiques, est celui de susciter un sens de "responsabilité sociale" parmi les Congolais, devant constituer la fierté de chaque citoyen même si, au début, il est nécessairement contenu dans le cadre du clan et de la tribu. Dans le cadre une importante action de reconversion psychologique est déjà à effectuer afin de transformer la solidarité clanique traditionnelle en quelque chose de plus actif et plus constructif. Le développement communautaire doit prendre en considération en premier lieu cette exigence fondamentale concernant particulièrement le domaine de l'éducation et de l'action sociale qui engage la pleine responsabilité des services compétents.

A ce sujet, l'expert en développement communautaire se réfère à la doctrine du développement communautaire telle qu'elle a été élaborée par le Ministre des Affaires sociales et qui a déjà donné des résultats valables, bien que limités par la rareté des moyens matériels et techniques d'action. Les principes indiqués dans une note publiée sur le bulletin périodique du Ministère 1/ ont inspiré l'action des cadres techniques et administratifs provinciaux intéressés au développement communautaire et ont suscité parmi la population contactée par la suite - et même parmi les membres d'une tribu primitive vivant encore selon des coutumes ancestrales - le désir de travailler et de participer activement au bien-être de la communauté, actuellement seulement le village et la tribu, mais qui dans l'avenir sera la province et le pays tout entier.

L'expert est donc assez optimiste sur l'évolution ultérieure du développement communautaire et, en conclusion de son rapport d'activités indiquant les "faits", désire signaler les "idées" extraites de la note en question qui, au cours d'une expérience courte mais intense, ont guidé son action et celle de ses collègues congolais :

"Le Développement communautaire peut être considéré comme un programme, une méthode ou un processus. Parmi toutes ces significations qui s'appliquent selon les circonstances et les diverses phases d'action, celle qui correspond le mieux aux intérêts et objectifs actuels du Congo est celle d'un processus qui, comme il a été indiqué dans un document de travail du Ministère des Affaires sociales, "tend à créer les conditions propices au progrès économique et social de la collectivité toute entière, avec la participation active de cette collectivité et, dans la mesure du possible, sur ses initiatives".

---

1/ "Signification et contenu social du développement communautaire" - Bulletin MAS du Ministère des Affaires sociales du Gouvernement central, 1ère année No. 4, octobre 1961.



"Il est donc évident que le Développement communautaire est un élément de tout programme général de développement et, comme tel, doit s'intégrer dans un plan national englobant une action totale et coordonnée de tous les facteurs économiques, sociologiques, éducatifs, légaux, d'administration publique etc. Il est toutefois un élément "de base" de ce programme total, surtout dans un pays en phase d'organisation et de préparation au développement économique et social, parce qu'il doit justement créer les conditions nécessaires pour réaliser ces objectifs.

"Le facteur principal qui est à la base du développement communautaire est celui de l'intervention appropriée, non pas coercitive ni paternaliste, mais de nature fondamentalement sociale pour aider les gens, considérés comme individus en même temps que membres de groupes et de collectivités, à se rendre compte qu'ils ont un rôle actif à exercer dans le processus de transformation économique et sociale et qu'ils peuvent l'exercer sans crainte et, au contraire, avec l'encouragement du Gouvernement. Pour réaliser cette transformation, il faut donc donner aux gens la sensation qu'il s'agit d'un privilège, d'un droit qui leur est dû et non pas d'un devoir qui leur est imposé. Le sens du devoir (considéré surtout dans son sens social) viendra par la suite spontanément, mais avant tout il faut faire appel à la dignité humaine des gens (qui ont le droit d'exprimer leurs points de vue), à l'importance de pouvoir collaborer à une action servant l'intérêt de tous en même temps qu'à celui des individus. Il est vrai qu'au début, les gens ne verront pas très loin et que leur intérêt sera concentré sur le milieu auquel ils appartiennent. Cela est naturel et il faudra justement faire appel à cet intérêt immédiat pouvant être compris de tous. Le sens de la solidarité existe déjà sous forme d'assistance réciproque à l'intérieur du clan et de la tribu, mais il faudrait transformer cette solidarité, qui est dans un certain sens passive (pour la défense ou la protection en cas de besoin), en une forme de solidarité active pouvant permettre non seulement de faire face au malheur, mais aussi de créer les conditions du bonheur. Si cela se vérifie, si les efforts sont volontairement mis en commun, pour faire quelque chose d'utile dans le milieu de la collectivité auquel l'individu appartient, un premier changement intérieur se produira qui permettra la transformation de la collectivité en véritable communauté et, par la suite, le développement effectif de cette communauté.

"Pour arriver à cela, il faut donc un changement d'attitudes individuelles et collectives et, en premier lieu, une prise de conscience individuelle, laquelle aboutira, sous peu, à un sens nouveau de responsabilité sociale. L'objectif essentiel et propre du développement



communautaire, qui permettra par la suite la réalisation d'autres objectifs communs à toute action sociale et de développement (amélioration des conditions de vie, bien-être et progrès social, développement économique), est celui d'aider les gens à découvrir par eux-mêmes les capacités d'initiatives qui leur permettront d'entreprendre une action en rapport avec les possibilités et ressources existantes, et d'encourager la manifestation concrète de ces capacités d'initiative au moyen de la participation effective à tout programme d'intérêt commun."

Ces mêmes principes ont inspiré le programme nationale du développement communautaire prévu par le Ministère du Plan et de la Coordination 1/ lequel insiste sur la nécessité de créer, auprès de la population, "une mystique du développement économique" et un mouvement profond d'adhésion de la population" et demande l'"effort conscient de la population". Le Directeur pour le Développement communautaire de ce Ministère, dans une étude préparée récemment 2/ stipule à ce sujet :-

"Sans cet effort conscient il n'y aurait pas de véritable développement communautaire et il en résulterait, non seulement un manque de compréhension entre le Gouvernement et la population, qui à la longue ne pourrait être que la cause d'une instabilité sociale, mais aussi l'incapacité, pour l'ensemble des membres de la nation congolaise d'atteindre l'épanouissement humain, but ultime de l'action gouvernementale.

"Nous avons vu plus haut que les action de développement des collectivités devraient correspondre à des besoins essentiels, soit spontanément ressentis, soit suscités. C'est dans le cadre de la collectivité de base, en général le village, qu'il faudra rechercher l'effort de la population, car à ce niveau, le sens de la solidarité de groupe existe. C'est sur cette solidarité qu'il faudra s'appuyer pour, dans un premier stade, définir les besoins de la population en vue de dresser un programme d'action.

"Il importe tout d'abord, de s'attacher au côté moral et psychologique du problème. En effet, la transformation de la manière de penser pour l'adoption de certaines méthodes, secteur indispensable du progrès, est essentielle."

-----  
1/ Plan de Développement économique et social - op. citée

2/ "Le développement communautaire intégral au Congo. - Léopoldville doit être avant tout une affaire congolaise", par Jean Tshilumba, décembre 1962



Après un an d'études, de discussions, d'expériences, et malgré des avis parfois contrastants parvenus de l'extérieur, les services congolais qui se sont occupés activement du développement communautaire, arrivent enfin à des conclusions analogues, déjà identifiées au cours du Séminaire de Matadi. Cela permet à l'expert de terminer sa mission avec la conviction que le développement communautaire est maintenant vraiment "une affaire congolaise". Il a également la certitude que l'organisation des programmes de développement communautaire s'appuiera sur l'action de tous les services compétents en la matière, quel que soit l'organisme chargé de la coordination et de la direction de ces programmes (le Plan, le Bureau du Premier Ministre, un Commissariat spécial, un Comité interministériel) et que les objectifs, méthodes et activités envisagés pour atteindre le développement économique et social du pays seront de véritables objectifs, méthodes et activités de développement communautaire.

B) - LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE AU CONGO :  
QUELQUES SUGGESTIONS POUR L'AVENIR

a) Promesse

Les études et les expériences effectuées au cours de l'année 1962 permettent d'affirmer que le développement communautaire au Congo aura une extension considérable en 1963 et dans les années à venir. Un véritable programme national de développement communautaire pourra être lancé dans le Pays, avec des chances de succès si des moyens techniques et financiers sont prévus à cette fin et mis effectivement à la disposition du programme, et si une organisation adéquate aux niveaux national et provincial est mise sur pied. Ce travail devra probablement être effectué par étapes, ce qui serait en tout cas souhaitable, mais un programme et un plan d'action préalables sont indispensables.

L'expert se permet de présenter quelques observations et suggestions à cet égard, en commençant par les problèmes de base. Il serait prématuré de proposer maintenant un projet complet de programme et d'organisation, cela ne serait même pas souhaitable. L'expert se propose seulement d'attirer l'attention des Autorités, services et personnes compétentes en la matière sur quelques points qui lui semblent importants. Il a aussi l'espoir d'apporter une contribution utile à l'élaboration définitive et à l'organisation pratique d'un programme national de développement communautaire qui est et doit rester avant tout, selon le désir légitime des intéressés, une affaire congolaise.

b) Formation d'une conscience nationale de développement communautaire

Un programme national de développement communautaire doit être accepté par la population et être compris et appuyé par les classes dirigeantes. Il serait donc opportun de lancer une vaste campagne de diffusion des principes et objectifs du développement communautaire : cela peut contribuer aussi à la



création d'une conscience nationale, élément moteur du développement du pays, et à l'union de tous les Congolais dans un but commun d'entraide et de progrès. L'appel à la collaboration de tous les services, organisations, mouvements de jeunesse, instituts de formation est indispensable pour contribuer efficacement à l'éveil de cette conscience nationale. Dans ce but l'utilisation appropriée des auxiliaires audio-visuels et de tous les moyens de l'information et de l'éducation est souhaitable en vue d'arriver à une véritable "mystique" de développement communautaire sans toutefois oublier la réalité et en évitant les dangers d'une fausse propagande.

Le fait suivant peut être cité en exemple : à la suite des motions finales des participants au Séminaire de Matadi, le Ministère des Affaires sociales a inscrit à son programme pour 1963 l'organisation d'un concours national d'affiches sur le développement communautaire et plus particulièrement sur les principes de développement communautaire susceptibles d'attirer l'attention des citoyens congolais sur la valeur du travail volontaire et de la collaboration entre population, autorités et services techniques. Cet exemple pourrait être suivi de nombreuses autres initiatives nationales, provinciales et locales ayant les mêmes objectifs.

c) Encouragement de l'initiative privée

Le rôle des organisations non-gouvernementales (organisations éducatives et sociales, associations et mouvements de jeunesse, missions religieuses, syndicats etc.) est très important au Congo et correspond de plus en plus à un contenu socio-éducatif orienté vers le développement communautaire. Les activités spécialisées ou polyvalentes de ces organisations, apportent un souffle nouveau à la vie de la communauté (enthousiasme, initiative, souplesse administrative, action bénévole) et méritent d'être encouragées aussi bien que les initiatives provenant directement de la population ou de ses représentants.

Il serait donc souhaitable que le Gouvernement associe plus étroitement à son programme les activités d'organisations, de groupes et même d'individus agissant dans le domaine du développement communautaire, et en vue d'objectifs reconnus d'intérêt public. Une réforme du système actuel des "subsides" et des "conventions" semble donc opportune pour assurer la possibilité d'aide concrète à toute initiative privée qui rentre dans la ligne du programme gouvernemental et qui ait déjà donné des résultats valables.

d) Organisation et administration des programmes de développement communautaire à l'échelon provincial

La décentralisation juridique et administrative du Congo répond aussi à une nécessité économique : un programme de développement communautaire doit donc tenir compte de la situation et baser son action sur l'initiative provinciale



et locale, qui devra toutefois être encouragée, et, dans les limites qui seront prévues par la loi et par la constitution, coordonnée à l'échelon national.

Le développement communautaire devrait avoir, autant que possible, une organisation uniforme à l'échelon provincial, sans que cela signifie une identification de problèmes et de solutions ou une super-structure obligatoire. Il serait en effet souhaitable que les autorités provinciales se réunissent et se consultent avec le service national chargé de la coordination des programmes avant d'établir leur structure organisationnelle et leur programme de développement communautaire.

Les participants aux stages provinciaux de développement communautaire représentant tous les services intéressés au développement communautaire ont toujours insisté sur l'opportunité de créer des Comités provinciaux de développement communautaire ou des commissions mixtes pour l'étude des problèmes du développement communautaire et la coordination des programmes à l'échelon provincial. Ce désir correspond en effet à une nécessité pratique tenant compte du rôle et des objectifs du développement communautaire; il semble donc souhaitable que de tels organismes soient créés dans les provinces. Le Secrétariat exécutif du programme devrait être tenu par un bureau technique établi auprès du Président du Gouvernement provincial ou du Secrétaire provincial et dirigé par un agent principal de développement communautaire appartenant à une catégorie élevée (par exemple un diplômé d'université ou un assistant social de niveau A.1). Les provinces légalement instituées sont actuellement au nombre de 17, mais d'autres seront probablement créées, et cela fera donc une vingtaine de bureaux provinciaux de développement communautaire avec un nombre correspondant d'agents principaux de développement communautaire, auxquels il faudrait encore ajouter un bureau et un agent de développement communautaire urbain pour la ville de Léopoldville et pour d'autres villes importantes.

L'administration congolaise avait, dans le passé, 24 districts dont une grande partie correspond à peu près aux provinces actuelles. Il est question de supprimer éventuellement les districts mais si cette proposition n'entraîne pas en vigueur, il serait opportun d'étudier la question d'avoir ou non des représentants de développement communautaire au sein des districts. Entre-temps, il semble opportun et urgent de prévoir des agents de développement communautaire à l'échelon de territoire, c'est-à-dire dans la circonscription où le travail effectif de développement communautaire devrait s'effectuer. Les territoires du

1/ Ces provinces sont les suivantes : Kongo central, Kwango, Kwilu, Maindombe, Cuvette centrale, Ubangi, Kibali-Ituri, Uele, Maniema, Lomami, Luluabourg, Sankuru, Sud-Kasaï, Unité Kasaienne, Nord Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu. Il y a toutefois des régions contestées et des Commissaires spéciaux dans quelques localités pour régler les questions en cours.



Congo sont au nombre de 130 environ (y compris ceux du Katanga) et des agents de développement communautaire en nombre correspondant (assistants sociaux ou autres techniciens de niveau A-2), placés auprès des Administrateurs de territoire, devraient être chargés des activités opérationnelles et de la responsabilité des programmes d'exécution, en collaboration avec les agents techniques engagés dans les milieux urbains et ruraux (moniteurs et éducateurs sociaux, monitrices sociales, moniteurs de l'enseignement, moniteurs agricoles, agents sanitaires etc.).

La question de la collaboration et de la coordination du travail de tous ces agents, qui dépendraient de leurs services respectifs, devrait être réglée à l'échelon provincial et de territoire, et éventuellement de district, avec l'accord des comités provinciaux et de développement communautaire. Des équipes itinérantes de développement communautaire (composées de divers agents techniques) devraient être, si possible, constituées et opérer aux niveaux de villages, sous la direction de l'agent de développement communautaire territorial et la supervision de l'agent provincial.

Les animateurs (ou moniteurs) du développement communautaire (de niveau A.3) chargés de l'exécution des projets, en collaboration avec la population, et les animateurs bénévoles, devraient toujours faire partie de ces équipes sur place et être assignés à des circonscriptions régionales. Ces circonscriptions (pas nécessairement administratives) devraient être homogènes du point de vue économique et aussi ethniques, les éléments d'unité clanique ou tribale devant être respectés autant que possible à cet échelon. Les circonscriptions devraient être déterminées seulement selon les nécessités, et le nombre des animateurs devrait être fixé par l'agent principal de développement communautaire, en accord avec les Autorités et les agents territoriaux de développement communautaire, toujours en fonction du nombre de projets effectifs de développement communautaire dans la région.

A ce cadre professionnel devrait aussi correspondre un cadre d'animateurs bénévoles (militants des mouvements de jeunesse ou autres organisations, leaders locaux, membres des comités de villages, notables etc.) dont le nombre ne peut être précisé et qui devraient être aussi nombreux que possible.

Un budget provincial devrait être établi par le fonctionnement des services de développement communautaire, la rétribution des agents, la fourniture des moyens de transport et de travail indispensables. L'aide aux projets de développement communautaire (lancées sur l'initiative publique ou privés) pourrait être incluse dans le budget provincial ou, mieux, national, aux conditions prévues pour l'attribution de cette aide éventuelle.

La formation et le perfectionnement des cadres territoriaux de développement



communautaire devrait être la responsabilité de l'agent principal de développement communautaire, en collaboration avec les Instituts provinciaux ou inter-provinciaux de formation des cadres et, éventuellement, les Instituts nationaux de formation, tandis que la formation des cadres bénévoles devrait être confiée à la responsabilité des agents territoriaux de développement communautaire et des animateurs professionnels.

Les fonctions des cadres professionnels du développement communautaire à l'échelon provincial et territorial devraient être déterminées d'une façon précise. Par exemple, ces fonctions pourraient être les suivantes :

1. Agents de Développement communautaire principal (à l'échelon provincial)  
niveau A.1 - Un par province
  - a) Organisation, direction et coordination des programmes de développement communautaire à l'échelon provincial (en exécution des directives des Comités provinciaux de développement communautaire);
  - b) Liaison permanente entre les services sociaux et les services techniques et administratifs provinciaux agissant ou intéressés dans le développement communautaire;
  - c) Etude de la situation socio-économique de la province, évaluation des problèmes et besoins ressentis par la population et proposition aux autorités compétentes des possibilités de solution;
  - d) Examen et évaluation technique des projets de développement communautaire présentés par les autres agents de développement communautaire;
  - e) Supervision technique du travail des agents de développement communautaire à l'échelon de district et de territoire;
  - f) Constitution des équipes itinérantes de développement communautaire, en collaboration avec les comités provinciaux de développement communautaire et supervision de leur travail;
  - g) Organisation de programmes de formation sur le développement communautaire à l'intention des cadres sociaux, techniques et administratifs de la province, en collaboration avec le Comité provincial de développement communautaire, les autorités et services intéressés, les institutions sociales et éducatives, organisations coopératives, associations locales, missions etc.;
  - h) Aide aux programmes de formation à caractère éducatif, social et technique organisés par d'autres services ou organismes provinciaux;
  - i) Toute forme de collaboration technique à l'étude, élaboration et organisation de programmes nationaux.



2. Agent de développement communautaire (à l'échelon de territoire) -  
niveau A.2 - Un par territoire.

- a) Organisation, direction et coordination des programmes de développement communautaire à l'échelon de territoire approuvés par l'autorité compétente;
- b) Contacts permanents avec les services sociaux, techniques et administratifs et collaboration avec les autres agents du territoire;
- c) Collaboration à la préparation d'études et recherches sur la situation socio-économique de la province;
- d) Investigation des faits et identification des besoins et intérêts de la population en collaboration avec les services et organismes intéressés;
- e) Transmission des résultats d'études, enquêtes, évaluation des programmes à l'agent principal de développement communautaire;
- f) Direction technique des équipes itinérantes de développement communautaire;
- g) Collaboration à l'élaboration des projets de développement communautaire à l'échelon territorial et régional et présentation de ces projets à l'agent principal de développement communautaire;
- h) Direction et responsabilité de l'exécution des projets locaux approuvés par l'autorité compétente, avec la collaboration des animateurs de développement communautaire, autres travailleurs sociaux, techniciens et leaders locaux;
- i) Répartition des responsabilités de tous les participants aux projets de développement communautaire et coordination des activités;
- j) Evaluation des projets, en collaboration avec tous les intéressés;
- k) Organisation de programmes de formation en cours d'emploi sur le développement communautaire pour animateurs de développement communautaire, techniciens et moniteurs sociaux, et de programmes de formation pour les leaders locaux;
- l) Collaboration à d'autres programmes de formation technique et sociale;
- m) Collaboration aux programmes de formation à l'échelon provincial.

N.B. : Les agents de développement communautaire travailleront en collaboration avec les autres agents techniques et s'efforceront de constituer des équipes itinérantes territoriales de développement communautaire avec la



participation des agents des services techniques et administratifs intéressés et des animateurs de développement communautaire, et après l'autorisation de l'agent principal.

3. Animateurs de développement communautaire (au niveau des circonscriptions régionales de développement communautaire) - niveau A.3 (nombre à préciser selon les besoins).

- a) Information des autorités et de la population sur les buts et les moyens du développement communautaire;
- b) Enquête de base : situation économique, éducative, sanitaire et sociale des communautés considérées;
- c) Etude et première élaboration avec la communauté (autorités, techniciens sur place, représentants de la population et des groupes) des programmes et projets de développement communautaire à l'échelon local;
- d) Mise en exécution des projets approuvés par les autorités compétentes et participation active à ces projets en collaboration avec les leaders locaux et les techniciens de la région;
- e) Collaboration avec les équipes itinérantes de développement communautaire opérant dans la circonscription régionale;
- f) Appel à l'intervention de techniciens de l'extérieur par l'intermédiaire des agents de développement communautaire;
- g) Première évaluation des projets;
- h) Identification et encouragement des leaders locaux et collaboration à leur formation.

N.B. - Les animateurs de développement communautaire travailleront autant que possible en équipe, au niveau des villages dans les circonscriptions régionales de développement communautaire en déplaçant leur champ d'action selon les possibilités et l'évolution des projets.

Cette liste de fonctions n'est qu'indicative et devrait être revue en fonction de l'organisation effective de développement communautaire dans les provinces et d'une planification à l'échelon national et provincial. Les dénominations d'"agents" ou "animateurs", pourraient également être modifiées en relation avec des termes statutaires nouveaux (à l'étude auprès du Ministère de la Fonction publique). Autant que possible, les femmes devraient pouvoir accéder à toutes les fonctions indiquées ci-dessus et dans le travail d'animation rurale, elles devraient être toujours associées au lancement et à l'exécution des projets.



e) Organisation et administration du développement communautaire à l'échelon national

Les opérations effectives de développement communautaire devraient être la responsabilité des provinces, mais le Gouvernement central a le rôle de définir les objectifs généraux d'un programme national de développement communautaire, d'encourager les programmes provinciaux correspondant à ces objectifs, de prévoir et éventuellement de fournir les moyens matériels et techniques pour la réalisation de tels programmes et de coordonner toute action en matière de développement communautaire. Le rôle de chaque Ministère, varie évidemment selon ses compétences spécifiques.

Selon les dispositions contenues dans la lettre 1121/62 du 28 février 1962 du Premier Ministre, les Ministères techniques sont responsables de l'exécution des programmes de leur compétence. Le programme de chaque Ministère national dans ce domaine doit être connu et communiqué en temps utile à tous les autres Départements du Gouvernement central : Cela est indispensable afin d'éviter les doubles emplois et aussi pour ne pas oublier des éléments importants et souvent complémentaires.

Le développement communautaire, en effet, est un programme de promotion intégrale qui s'adresse à tous les secteurs qui intéressent la vie de la communauté (domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, etc.). L'action des services techniques à l'échelon national, aussi bien que provincial, est donc indispensable pour la réalisation de programmes complets de développement et pour la coordination harmonieuse d'intérêts professionnels et champs d'action.

Selon les situations et les besoins, le rôle des différents services gouvernementaux peut être essentiel ou auxiliaire mais doit toujours être spécialisé. L'essentiel est qu'il soit bien défini dans un programme global de développement communautaire et qu'il corresponde aux besoins, possibilités et moyens d'action effectivement disponibles, ainsi que, naturellement aux compétences techniques propres de chaque service. La répartition des tâches et la coordination des programmes seront évidemment nécessaires pour réaliser ces objectifs mais, dès le début, chaque Département doit avoir sa fonction et sa responsabilité.

Les Ministères directement intéressés au développement communautaire sont ceux de l'Agriculture, des Affaires sociales, et jeunesse, de la Santé, de l'Éducation, de l'Information, du Travail, des Travaux publics etc. Il est évident que des services appropriés doivent être établis ou renforcés auprès de chaque Ministère pour l'exécution de sa partie de programme de développement communautaire : l'importance des services de la vulgarisation agricole et de l'action coopérative, de l'action sociale et de la formation des cadres sociaux et de développement communautaire, de la santé publique, de l'éducation des adultes et de la jeunesse, de l'information des masses, de l'éducation ouvrière, des programmes de construction



et communication par le "self-help" etc., est trop connue pour qu'on s'étende sur ce sujet ici. La réalisation des programmes de ces services, dans les limites consenties dans une République fédérale, n'est toutefois pas toujours connue, et un des premiers objectifs d'une réorganisation fonctionnelle du développement communautaire est justement celui de la prise de conscience des responsabilités propres de chaque Ministère et, par conséquent, ainsi que le dit le Directeur du développement communautaire du Ministère du Plan, de sa "reconversion psychologique".

Le programme du Ministère des Affaires sociales en 1963, prévoit une action correspondant au programme déjà formulé dans ses grandes lignes en 1962, avec continuation et extension de l'aide aux projets-pilotes de Développement communautaire, programmes de formation etc. Cependant, toutes les activités sociales ont maintenant une orientation nouvelle ce qui est peut-être plus important qu'un programme spécifique de développement communautaire. L'évolution des services sociaux (dont l'action passe de l'individu au groupe et du groupe à la collectivité) se manifeste, en effet, au Congo comme dans tous les pays du monde; le Département responsable des affaires sociales est parfaitement conscient de la nécessité de s'occuper de plus en plus d'une action sociale globale considérée comme un ensemble d'activités qui assurent le bien-être de l'homme et de la communauté, et dont les services sociaux sont justement les moyens de réalisation. Ceci est particulièrement important dans le développement communautaire où le travail social trouve un contenu plus profond et un champ d'action beaucoup plus large que dans le passé.

Le projet de programme pour 1963 indique naturellement des chiffres et des programmes précis, mais il existe tout un travail d'orientation et d'éducation sociale qui n'est pas prévu dans le budget mais qui peut constituer la participation la plus importante - sans entraîner de frais - des Affaires sociales au développement communautaire.

Par exemple, les institutions "classiques" du service social au Congo (Foyers sociaux, Centres sociaux et éducatifs et chantiers agricoles) devraient s'intégrer, avec des modifications opportunes, dans les programmes de développement communautaire et surtout dans les domaines de l'éducation des adultes et de l'animation et organisation des groupes au sein de la communauté. Dans ces institutions il y a un potentiel de personnel, locaux et matériel, qui pourrait aussi être mis à la disposition des autres services. Une attention particulière devrait être accordée en tout cas aux programmes sociaux concernant la promotion de la femme et la protection et l'éducation de la jeunesse, en orientant une large partie de ces programmes à l'enseignement, à la formation professionnelle et à l'éducation extra-scolaire en collaboration avec les services compétents. Le Fonds national d'Assistance sociale, dont il est question depuis longtemps, devrait aider les projets et les activités de développement communautaire aussi bien dans le secteur public que dans le secteur de l'initiative privée, et la



gestion opérationnelle de ce Fonds devrait être confiée à la responsabilité "technique" du Ministère des Affaires sociales, naturellement en collaboration avec les autres Départements intéressés.

Pour mener à bien ce travail, le Ministère des Affaires sociales a du personnel compétent et des techniciens expérimentés; des études approfondies ont déjà été effectuées par ses services, notamment par la 3ème Direction en ce qui concerne la réorganisation des Foyers sociaux. Le Ministère devrait toutefois, comme d'ailleurs tous les services gouvernementaux, avoir plus de souplesse administrative. La Direction du développement communautaire et surtout l'Ecole nationale de Cadres du Ministère, qui sont le résultat de nouveaux programmes du Ministère, constituent déjà des exemples d'un fonctionnement moins administratif et plus technique; la Direction de la Jeunesse et sports, de nouveau intégrée dans le Ministère, devrait être dynamique par définition et la Direction des services sociaux, évidemment, devrait avoir aussi une plus grande autonomie technique dans la ligne de la politique générale du Ministère. L'esprit du développement communautaire, peut en effet, modifier sensiblement le rôle traditionnel de la fonction publique et préparer le terrain aux réformes nécessaires; ici aussi le Ministère des Affaires sociales pourra être à l'avant-garde, tout en respectant les règles fondamentales de l'Administration publique.

Le Ministère de l'Education devrait aussi jouer un rôle considérable dans le développement communautaire. Un expert bien connu en éducation des adultes, M. Lengrand de l'UNESCO, a visité le pays en 1962 à la demande du Gouvernement, et a présenté des suggestions concernant le lancement d'un programme national dans ce domaine. Les activités d'éducation des adultes ne ressortent pas de la compétence d'un seul ministère ou organisme public ou privé, mais devraient être étudiées, suggérées, encouragées par le Département responsable de l'Education.

Conformément aux résultats de la IIème Conférence mondiale de l'Education des Adultes (Montréal, août 1960), à laquelle l'expert en développement communautaire avait également participé, la nécessité de l'éducation permanente a été reconnue dans le monde entier: les objectifs propres de l'éducation des adultes visent à faire de l'homme un "adulte" dans le sens le plus complet du terme et à le faire participer, autant que possible, à la communauté dont il fait partie et qu'il peut transformer, en sens positif ou négatif. Pour obtenir des résultats "positifs", une action étendue et harmonieuse doit être entreprise, et les tâches prioritaires de l'éducation des adultes au Congo devraient être les suivantes: assurer la formation intellectuelle et culturelle de la population à tous les âges et à tous les niveaux (développer les connaissances et les capacités d'expression, de communication, de jugement et d'attitude, d'étude et recherche; améliorer l'école et combler les lacunes de la scolarisation; organiser une grande campagne d'alphabétisation et préparer le matériel didactique et de lecture nécessaire; développer les programmes culturels, artistiques, théâtraux et encourager les loisirs éducatifs etc.), donner une



éducation civique qui fasse d'un Congolais un citoyen conscient et actif; diffuser et améliorer les moyens d'information de masse; contribuer à améliorer la formation professionnelle, en suscitant la "motivation" auprès de la population et en donnant à cette formation un contenu plus profond; promouvoir l'éducation complète de la femme (sociale, culturelle, intellectuelle, professionnelle etc.); développer les méthodes d'éducation des adultes (méthodes de discussions, démonstration, organisation des groupes et formation de leurs animateurs, stages d'études, entres résidentiels, utilisation des auxiliaires audio-visuels etc.).

Pour réaliser ces différentes tâches, il serait ~~inopportun~~ de créer des nouveaux cadres. Il faudrait utiliser ceux déjà existant, en adaptant leurs capacités aux besoins fondamentaux de l'éducation des adultes et en transformant peu à peu leurs fonctions selon les nouvelles conceptions. Ces cadres, de niveaux variés, se trouvent un peu partout : à l'Université, à l'Ecole (40.000 enseignants environ, dans les Instituts de formation (Institut pédagogique, Ecole de Droit et d'Administration, Ecoles de service social, Ecoles nationale et provinciales de cadres sociaux etc.); dans les services techniques à contenu éducatif et social (agents sociaux, agents de la vulgarisation agricole, agents sanitaires, etc.); parmi les animateurs des organisations non-gouvernementales (jeunesse, syndicats, mouvements de femmes); parmi les leaders du pays (leaders naturels, chefs traditionnels, dirigeants professionnels, chefs politiques).

Ces points ont fait l'objet de discussions et de suggestions diverses à l'époque de la mission de M. Lengrand, mais aucune décision n'a encore été prise par les autorités compétentes. Il serait souhaitable que le Ministère de l'Education nationale prenne en charge le programme général d'éducation des adultes et encourage, avec des moyens adéquats, toutes les initiatives prises dans ce domaine par d'autres services, instituts et organismes privés, sans exercer une action d'imposition ou de contrôle, incompatibles avec la nature même de l'éducation des adultes. Le développement communautaire ne pourra qu'avoir des avantages pratiques pour la diffusion de ces initiatives à contenu éducatif mais à but profondément social, fondamentales pour la réalisation d'objectifs économiques.

Les autres Ministères techniques ont aussi leur rôle important à jouer dans le développement communautaire et des programmes appropriés sont à l'étude. L'expert préfère ne pas entrer dans les détails qui entraîneraient trop loin les conclusions de ce rapport, déjà assez volumineux; toutefois, il désire souligner encore une fois la nécessité de re-orienter l'action technique des services de la Santé, de l'Agriculture, du Travail, des Coopératives et des Travaux publics, vers des tâches éducatives et de formation technique plus fonctionnelle et articulée et adaptée à un rôle différent de celui du passé. Il suffit de penser aux fonctions nouvelles que devraient avoir auprès de la communauté les moniteurs agricoles, les agronomes et assistants agricoles (dont une partie a déjà reçu une formation adaptée à ces nouvelles fonctions par les



soins de la FAO, du BDPA et des Instituts d'agriculture,) et au rôle éducatif et préventif de la santé publique.

Une meilleure organisation et administration des programmes intéressant le développement communautaire à l'échelon national et la nouvelle orientation des cadres déjà engagés dans ces programmes, constituent donc une nécessité fondamentale pour l'avenir du développement communautaire au Congo, et chaque Ministère technique en sera en premier lieu le responsable.

f) Coordination des programmes et planification

Les suggestions émises par les participants au Séminaire de Matadi ont été les suivantes (en résumé) :

Les principes directeurs d'une programmation de développement du Pays sont la remise en ordre de l'économie nationale, qui demande des nouvelles bases org: et techniques, et la coordination des mesures entreprises. Le développement communautaire doit faire partie du plan de développement économique du Congo qui exige un programme d'accroissement et l'amélioration de la production, la remise en état de l'infrastructure, des investissements étrangers, etc., mais aussi la participation de la population au processus de développement. A cet égard, il faut créer dans la population une "mystique" à la fois économique (désir d'augmenter et améliorer la production) et sociale (désir d'améliorer le niveau de vie par des efforts personnels).

La planification des programmes aux échelons national et régional est indispensable pour utiliser avec le maximum d'efficacité tous les moyens existants après une étude approfondie, économique et sociologique, de la situation (inventaire des ressources, des besoins et des moyens à disposition, enquêtes sociologiques, etc.). Il faut toutefois, éviter une planification artificielle et arriver d'un côté à la décentralisation de la programmation et de l'autre à une synthèse à l'échelon national. Le plan de politique économique tracé par le Premier Ministre indique justement le rôle du Gouvernement central et le rôle de l'administration provinciale. En attendant le lancement d'un programme global, il faudra réaliser un programme intérimaire pour résoudre les problèmes plus immédiats et déjà connus (projets d'urgence).

L'organisation des services administratifs en matière d'aménagement des collectivités ou développement communautaire doit être conçue en fonction des principes de la coordination. Tous les services techniques sont appelés à collaborer pour la partie de leur compétence et sont responsables de l'exécution de leurs programmes, tandis que le rôle du



Ministère du Plan n'est pas fonctionnel mais exclusivement de coordination et d'organisation générale : il doit préparer les directives du Gouvernement, déterminer les objectifs à atteindre, fournir les moyens nécessaires à l'exécution des programmes, etc.

La question de la primauté de l'aspect économique sur le social ou vice versa ne doit pas se poser parce que les deux aspects sont complémentaires et également importants dans le développement communautaire. Mais, évidemment, il faut tenir compte de l'urgence de certains problèmes à résoudre, qui, parfois, ont un caractère principalement social et parfois principalement économique. La situation au Congo exige en tout cas une action qui fasse recours à des programmes socio-éducatifs (généralement à long terme) aussi bien qu'à une action plus immédiate dans le domaine socio-économique, ce qui engage la responsabilité de tous les services et exige une coordination appropriée et continue de la part d'un organisme supérieur. Les conflits de compétence seront ainsi évités et les facteurs socio-économiques seront logiquement à la base des programmes de développement.

L'expert s'associe à ces conclusions en exprimant le vœu que la question de compétence en matière d'exécution et de coordination soit définie exactement à l'avenir, quelle que soit la solution finale adoptée par le Gouvernement. La coordination des programmes est étroitement liée à la planification et à l'organisation technique et administrative; l'expérience de l'année 1962 peut justement aider à corriger les erreurs et à combler les lacunes en tenant compte également de la nouvelle structure du Pays et du rôle respectif des provinces et du Gouvernement central.

La coordination et la planification sont indispensables dans les domaines économiques (objectifs prioritaires à poursuivre, dans le cadre d'un plan de développement économique); financier (centralisation des moyens financiers et attribution de ces moyens aux services intéressés nationaux et provinciaux pour une utilisation appropriée et décidée de commun accord); organisateur (structure-type des services de coordination et d'exécution au niveau national et provincial, quantité et nature des cadres nécessaires); technique (identification et application des méthodes et techniques propres du développement communautaire, formation des cadres en fonction des besoins reconnus les plus urgents et selon un plan de développement progressif). L'aspect éducatif et social devrait évidemment être à la base de toute action de coordination et de planification parce que le développement communautaire fait appel aux hommes et aux femmes de bonne volonté; il faut donc préparer ces hommes et ces femmes à mieux accomplir leur fonction sociale dans la communauté locale et nationale.



L'organisation des services de coordination du développement communautaire a fait l'objet de plusieurs suggestions de la part de nombreux experts; il semble donc inopportun d'en proposer de nouvelles. D'autre part, le Ministère du Plan a déjà une structure bien articulée en matière de développement communautaire et si ces services sont transférés auprès du Premier Ministre, ou ailleurs, il sera toujours nécessaire de maintenir une structure adéquate, dont l'extension correspondra aux besoins, moyens et action envisagée. Le contenu est donc le point le plus important et l'organisation d'un service de coordination devra tenir compte de la nécessité d'assurer d'une part le fonctionnement normal du service et, d'autre part, la liaison permanente avec les autres Ministères ou services à coordonner. A cet égard, l'expert se limite à suggérer la création, à côté d'un éventuel Comité ou Conseil interministériel de coordination pour le développement communautaire de niveau élevé, d'une commission d'étude et de supervision technique dont feraient partie les fonctionnaires et techniciens responsables de l'exécution effective des projets auprès de leurs services respectifs. Cette commission devrait se réunir aussi souvent que possible (au moins une fois par semaine) pour étudier les projets de programmes d'exécution, avec l'aide du service permanent de coordination, et donner un avis consultatif sur toute question technique.

Les problèmes concernant les cadres du développement communautaire sont très importants et urgents et une planification est également nécessaire à ce sujet. La coordination des programmes de formation est évidemment une conséquence naturelle de cette planification, aux échelons national et provincial. La situation est bien connue : le développement communautaire a besoin de cadres à tous les niveaux : cadres professionnels propres du développement communautaire, cadres auxiliaires (éducateurs des adultes, vulgarisateurs agricoles, éducateurs sanitaires), cadres volontaires. Le Congo n'a pas encore de cadres professionnels spécialisés dans le développement communautaire (pour les fonctions de direction au niveau national et provincial, d'exécution et d'animation au niveau territorial et local) mais il est possible de donner immédiatement une formation complémentaire sur le développement communautaire à des agents sociaux et autres déjà en service, ou en cours de formation, comme il a été commencé par le Ministère des Affaires sociales et par les instituts de formation sociale, et comme d'autres services et organisations diverses ont envisagé de le faire dans l'avenir. Peu à peu, des cadres spécialisés pourront être formés mais il faudrait toutefois commencer à coordonner les initiatives déjà en cours et prévoir des programmes de formation correspondant aux fonctions qui seront attribuées par la suite aux nouveaux agents.

Le Ministère des Affaires sociales dispose d'une Ecole nationale de cadres en cours d'expansion et qui commencera en 1963 un stage de formation de six mois pour "moniteurs publics et privés de développement rural"; le Ministère du Plan envisage des programmes sur une large échelle pour la formation d'"animateurs



de base" ayant une expérience agricole et des capacités d'éducateurs; il se préoccupe également de la préparation des "formateurs"; le Fonds du Bien-être a préparé un projet très détaillé pour la formation d'animateurs ruraux; l'Ecole de Cadres de Coquilhatville oriente de plus en plus son action vers le développement communautaire et d'autres centres de formation provinciaux considèrent l'opportunité de former sur place du personnel pour des fonctions d'animation rurale; le Camp Kumpala de Luabourg est un véritable centre de formation d'animateurs bénévoles au niveau de village; les services nationaux de l'Education envisagent d'organiser des programmes pour animateurs d'éducation populaire, cours pour dirigeants d'atelier d'art rural; l'Assemblée plénière des Evêques du Congo a préconisé la création d'un "Institut national d'animateurs" qui préparerait surtout des animateurs ruraux chargés de collaborer à l'exécution des programmes de relance économique et sociale; les deux Ecoles de service social et l'Université Lovanium forment des cadres de niveau moyen et supérieur, utilisables par le développement communautaire.

Cette liste n'est évidemment pas complète, mais elle indique déjà la variété des initiatives et la nécessité d'une coordination et d'une orientation uniques. Le service chargé de la planification et de la coordination du développement communautaire pourrait exercer cette action en indiquant les "besoins" en cadres, les possibilités d'utilisation, les types de programmes (théoriques et pratiques) qu'il reconnaît adaptés aux programmes de développement communautaire en consultation avec le Ministère compétent de l'Education etc.

Il faudrait naturellement faire une distinction entre cadres de développement urbain et cadres de développement rural, cadres professionnels et cadres volontaires, cadres dirigeants et cadres d'exécution ou d'animation. Mais, i, une coordination des programmes et avant tout, un inventaire de ce qui existe ou de ce qui est prévu au Congo en matière de formation de cadres du développement communautaire (ou analogues) seraient indispensables et urgents.

Il semble aussi souhaitable que les divers Ministères ou services intéressés à la formation des cadres pour le développement communautaire résistent à la tentation de créer des nouveaux instituts ou centres de formation et étudient plutôt la possibilité d'utiliser les instituts déjà existants, qui devraient répondre à tous les besoins avec les adaptations nécessaires ou opportunes. Là aussi une souplesse technique et administrative est recommandée, avec l'utilisation autant que possible de "formateurs" ayant une expérience pratique et venant directement du "terrain" plutôt que d'une école ou d'un bureau. La question des écoles provinciales des Cadres (dépendant actuellement des services provinciaux des Affaires sociales) devrait aussi être résolue d'une façon uniforme, afin que ces instituts - certains déjà créés, d'autres en cours de constitution - deviennent, si possible, des sections de l'Ecole nationale de Cadres et aient un



rôle défini pour la formation du personnel social et de développement communautaire responsable de l'exécution des programmes. La réforme de l'enseignement social, actuellement à l'étude auprès du Ministère de l'Education nationale devrait aussi tenir compte des besoins en matière de développement communautaire.

g) Problèmes spéciaux du développement communautaire

Certains aspects du développement communautaire mériteraient une attention particulière, mais l'expert se limitera à signaler l'importance de quelques problèmes :

- i) Le rôle de la femme dans le développement communautaire :- Tous les programmes de développement communautaire en Afrique doivent tenir compte de la position de la femme, non seulement du point de vue de la protection et de l'éducation, mais aussi du point de vue de la production économique. La femme constitue un facteur économique très important dans les milieux ruraux, il faudrait donc s'occuper d'elle d'une façon plus "technique", ce qui, d'autre part, faciliterait son évolution sociale.

Plusieurs fois l'expert a entendu déclarer par les hommes qu'ils ne s'intéressaient pas à l'activité agricole telle qu'elle se présente actuellement parce qu'il s'agit d'un travail traditionnellement féminin, non spécialisé et ne demandant pas l'aide de "machines". En effet, la plus grande partie du travail agricole au Congo est effectuée par les femmes selon des systèmes primitifs, mais l'expert est convaincu que ces systèmes pourraient être améliorés si l'on consacrait plus d'attention à la formation technique de la femme congolaise, qui est laborieuse, douée d'un sens pratique et désireuse d'améliorer ses conditions économiques, premier élément de sa "promotion sociale" (son habileté dans le petit commerce et dans l'artisanat familial lorsqu'elle possède un minimum d'entraînement, en est déjà une démonstration). Des programmes d'éducation sociale et de formation intellectuelle, parallèlement à la formation technique, devraient aussi être prévus à son intention, mais en faisant appel à son rôle de "productrice" et non seulement à celui d'épouse et de mère qui est si souvent rappelé, et toujours avec un certain sens de critique, même de la part des hommes.

- ii) Les problèmes de la jeunesse désœuvrée :- Une étude spéciale devrait être faite à ce sujet qui d'ailleurs retient toute l'attention du nouvel expert des affaires sociales de l'ONU, spécialisé dans les questions de jeunesse. Il faut toutefois considérer l'importance fondamentale d'un programme national de développement



communautaire qui s'adresserait aussi à la jeunesse, surtout à celle des villages qui ne peut plus accepter la vie traditionnelle et n'est pas encore intégrée, professionnellement et socialement dans la vie moderne et qui devient donc nécessairement désœuvrée. Le problème se pose déjà au village, et non seulement en ville où il est possible de repérer et de récupérer une partie de la jeunesse déracinée, bien qu'il ne soit pas toujours possible de la convaincre à rentrer dans les milieux ruraux.

Un programme national de formation sociale et technique de la jeunesse rurale, en milieu rural, devrait être lancé avant qu'il ne soit trop tard. Des solutions intégrales ont été proposées 1/, des projets d'aide financière et technique étrangère ont été présentés pour résoudre le problème, des initiatives intéressantes ont été prises dans le passé et, récemment, mais un programme national de chantiers agricoles ou de "service civil du travail" etc. n'existe pas encore; le développement communautaire devrait collaborer à son lancement et à son intégration dans son programme global. Les problèmes de la jeunesse en milieu urbain mériteraient une attention particulière et différente de la part du développement communautaire, en collaboration avec les services de l'éducation populaire et de l'instruction professionnelle.

- iii) La recherche sociologique et l'évaluation :- L'Université Lovanium a envisagé un projet très important de recherche et d'expérimentation sur le Développement communautaire. Toute l'aide possible devrait être donnée à ce projet 2/ élaboré par l'I.R.E.S. (Institut de recherches économiques et sociales de l'Université), et concernant l'analyse de la collectivité, l'étude des objectifs concrets d'un programme d'action, la mise au point des méthodes d'action appropriées, le processus des changements sociaux et l'évaluation des résultats, avec étude et application des méthodes scientifiquement déterminées, dans une localité donnée en milieu suburbain. Un échange régulier d'informations sur les "faits" et "problèmes" par les responsables de la direction et exécution des

- 
- 1/ Alphonse Sita, Secrétaire Général au Ministère des Affaires sociales : La Mobilisation des Masses - "Documents pour l'Action", Bibliothèque de l'Etoile - septembre-octobre 1961.
- 2/ "Programme général de recherche sur les méthodes de développement communautaire" IRES, Université Lovanium, par le Professeur J. Nicaise.



programmes et sur les résultats de la recherche sociologique <sup>1/</sup> de la part de l'Université serait réciproquement utile et améliorerait les bases de départ du développement communautaire au Congo. Une étude spéciale sur la valeur de la coutume dans la vie sociale congolaise et sur son utilisation éventuelle dans le développement communautaire serait aussi nécessaire.

iv) La supervision :- Le problème de la "supervision", qui n'est ni "inspection" ni "contrôle", devrait être résolu, dans le cadre de l'organisation et de la coordination des programmes de développement communautaire. La supervision technique des projets de développement communautaire devrait être confiée à des éléments pas directement engagés dans l'action et capables d'observer, évaluer, conseiller et montrer ce qu'il faut faire. Les agents principaux de développement communautaire à l'échelon provincial auraient actuellement des fonctions de supervision, mais il faudrait prévoir également un cadre national d'agents itinérants chargés seulement de la supervision. Leur rôle devrait être bien défini et ne pas se prêter à la confusion, leur formation devrait être naturellement polyvalente du point de vue technique mais spécialisée en matière de méthodes de développement communautaire.

v) Développement communautaire urbain :- Cet aspect n'a pas été très considéré jusqu'à maintenant en raison de l'urgence des problèmes économiques ruraux. Il devrait toutefois être considéré, et du personnel spécialisé devrait y être affecté. Les initiatives les plus intéressantes en cours (telles que projet Sabena à Coquilhatville, les initiatives du Bourgemestre de Kinshasa (Léopoldville) pour améliorer le niveau de vie de la commune en collaboration avec les foyers sociaux, projet de l'OMS-UNICEF à Ndjili, projets d'action médico-sociale dans les communes de Bagira et Kadutu à Bukavu, les réalisations du Centre social et éducatif de Matadi) offrent des possibilités d'observation, d'évaluation et d'exemples à retenir.

#### h) Coopération internationale

Le développement communautaire intéresse plusieurs services au Congo mais aussi de nombreuses Organisations internationales, régionales et d'aide bi-latérale, gouvernementales ou privées. Cet intérêt se traduit souvent en une assistance technique ou financière qui peut être très utile, mais peut aussi être nuisible. La coordination de l'aide internationale pour le développement

---

<sup>1/</sup> "La recherche sociologique au service du développement communautaire" par Paul Raymakers, IRES, Lovanium.



communautaire semble une nécessité aussi importante que la coordination à l'échelon national, et l'expert pense que le service chargé de la coordination du développement communautaire devrait justement recueillir toutes les demandes et les offres d'assistance et les faire examiner par le Comité inter-ministériel ou par la Commission technique de développement communautaire avant de procéder à toute répartition. De son côté, l'assistance internationale devrait aussi se consulter et coordonner ses programmes dans un véritable effort de coopération internationale pour donner une aide effective et constructive au Congo. Au cas où cela ne serait pas possible dans le domaine du développement communautaire, qui demande justement la coordination des efforts de la base avec ceux des autorités et des services techniques, comment sera-t-il alors possible de parler de coordination ou de planification économique dans le Pays ?

Plusieurs experts sont venus en mission temporaire, et d'autres viendront par la suite. Des programmes ont été préparés, des plans étudiés, des décisions prises comme suite à telle ou telle recommandation, auxquels tous les intéressés n'ont pas toujours participé. On a relevé par la suite des contradictions, des faits déjà connus depuis longtemps ont été "découverts", d'excellentes études effectuées dans le passé ont été oubliées, de récentes expériences ignorées. De son côté, l'expert en développement communautaire n'a pu connaître tout ce qui se passe au Congo, ni participer à toutes les discussions; ses suggestions sont donc basées sur son expérience personnelle et le besoin vivement ressenti par tous les Congolais d'une coordination à l'échelon de l'assistance technique internationale. A ce sujet, les "techniciens" devraient être pressentis avant que des décisions importantes ne soient prises pour des considérations politiques ou exclusivement économiques.

Plusieurs projets intéressant le développement communautaire et demandant une aide étrangère sont actuellement en cours ou à l'étude : projets ONUC de résorption du chômage, projets des Nations Unies et de l'UNICEF de création ou d'extension d'instituts de formation sociale, projet du BIT concernant un vaste programme pour l'ensemble du Congo en vue d'améliorer les conditions rurales, campagne contre la famine de la FAO et du World Food Programme; projet spécial de développement rural de la FAO auprès du "Groupe économique rural" (GER) aux environs de Thysville; projets du BIT et de la FAO pour la relance des coopératives; projets de santé publique de l'OMS et de l'UNICEF; programme d'aide de l'Union internationale pour la protection de l'Enfance; projet de l'OCODEC (Office des Coopératives et du développement communautaire) établi à Coquilhatville avec l'aide des coopératives américaines; projet du Gouvernement d'Israël concernant une forme de service civil agricole pour la jeunesse; projet de l'Association internationale des Compagnons Bâtisseurs et de l'Oeuvre allemande "Miserior"; programme d'éducation des adultes de l'UNESCO; projet de campagne d'alphabétisation (en lingala, français et anglais) à l'Equateur avec l'aide américaine; programmes français pour l'enseignement du français selon un système audio-visuel spécialisé; programmes de formation de cadres et d'assistance technique pour le



développement communautaire et les coopératives du BDPA (Bureau pour le développement de la Production agricole, France); projets spéciaux du Marché commun; programmes divers pour l'attribution de bourses d'études à l'étranger par les Nations Unies et les Institutions spécialisées; la Commission économique pour l'Afrique et de nombreux pays; et, enfin, de nombreux autres projets d'aide américaine, française, allemande, canadienne, danoise etc. dans des domaines proches du développement communautaire. Ces projets ou programmes ont été parfois offerts par les intéressés et parfois demandés par le Gouvernement central congolais (services nationaux divers, par les provinces, par des organisations privées). Tous sont des projets sérieux et certainement utiles au développement communautaire, mais parfois certains se chevauchent : ils seraient donc plus utiles s'ils avaient été connus et coordonnés avant d'être entrepris et s'ils tenaient compte de tous les éléments dont chaque expert ou service ou organisation n'en a eu qu'une connaissance partielle. Cette nécessité de coordination de l'aide internationale se manifeste aussi en province où il faudrait que les services d'assistance technique pour le développement communautaire soient représentés par des conseillers ou techniciens sur place. Ces spécialistes, au service du développement communautaire comme tel, pourraient recueillir les renseignements nécessaires, aider tous les projets en cours et agir comme agents de liaison et de coordination internationale. Ils donneraient ainsi un bon exemple et une aide effective aux services congolais qui, jusqu'à maintenant, voient tellement d'experts ou de conseillers volants qui donnent très souvent des suggestions différentes et qui s'en vont sans laisser aucune trace.

En conclusion, l'expert signale donc cette nécessité de coordination à tous les échelons de la communauté locale à la communauté nationale et internationale. Le Congo a besoin d'aide mais a aussi besoin d'organisation et d'ordre : il faut donc que le choix final, motivé et basé sur la connaissance de tous les éléments, lui appartienne intégralement, du point de vue technique et social aussi bien que politique ou purement économique ou éducatif. Il est donc à souhaiter que la planification, la coordination et l'organisation du développement communautaire à l'échelon national soient réalisées au plus vite pour permettre ainsi le recours opportun, et pour des raisons vraiment urgentes et importantes, à une aide étrangère qui, entre-temps, serait aussi planifiée, coordonnée et organisée à l'échelon international.

Maria Tabellini



1. Min. Conseil 221

Mr. Galpin 232

2. File

BULLETIN DU

**M.A.S.**

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

GOUVERNEMENT CENTRAL

REPUBLIQUE DU CONGO - LEOPOLDVILLE

3<sup>me</sup> ANNEE - N° 8 - AOUT 1963.

NUMERO SPECIAL

( 3<sup>e</sup> Anniversaire )

ENVOYE GRATUITEMENT SUR DEMANDE B.P. 3275 LEOPOLDVILLE



Il y a trois ans que nous éditons, mois après mois, cet instrument de travail . Il constitue véritablement notre vade mecum de l'action quotidienne. C'est que pour bien mettre à exécution les directives départementales, il convient d'agir avec ordre et méthode.

Il n'a jamais été question de s'écarter de la technique sociale . L'austérité des textes a toujours été justifiée par l'efficacité des services rendus . Qu'un numéro contienne un répertoire rigide de notre documentation scientifique, qu'il s'évertue à définir quelques aspects difficiles du service social , qu'il reproduise des schémas compliqués de structure ou d'enquête, il est toujours parcouru avec joie par les travailleurs sociaux. Résoudre un problème devient un plaisir quand les données sont familières et quand le résultat peut être passionnant.....

La revue M.A.S. contient aussi annuellement notre ambitieux programme d'action et son bilan d'élaboration difficile. Les conditions dans lesquelles nous avons œuvré font que garder le sourire est déjà en soi une performance . Le service social est tellement dépendant des autres facteurs de la vie du pays! Il est en outre bien ingrat, ses succès n'étant pas spectaculaires ni souvent palpables...

Notre périodique continue quand même son rôle d'information au sujet de la vie sociale au Congo, à l'étranger et sur le plan international . Nous gardons en effet la conscience nette d'apporter la colonne précieuse de l'édification de la patrie de demain. D'autre part, n'est-il pas normal que pour un résultat durable, la montée soit lente et laborieuse?

C'est dans cet esprit que nous convions les travailleurs sociaux, fonctionnaires sociaux, monitrices sociales, assistantes sociales, techniciens sociaux, animateurs sociaux, à la recherche obstinée d'un plan et des moyens d'action susceptibles d'inspirer, de promouvoir et d'encourager une multitude d'initiatives au profit de la promotion sociale congolaise.

La revue M.A.S. dont voici un numéro spécial nous servira à tous de trait d'union et d'exemple de persévérance.

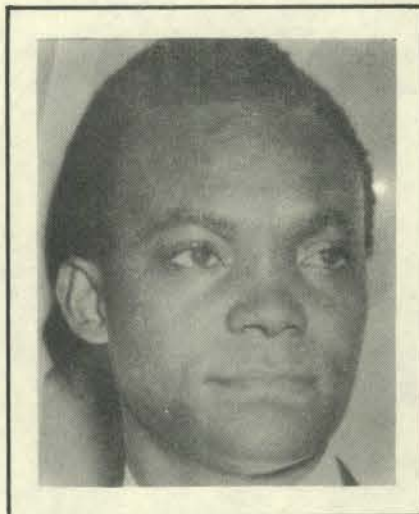
Le Secrétaire Général  
Alphonse SITA .



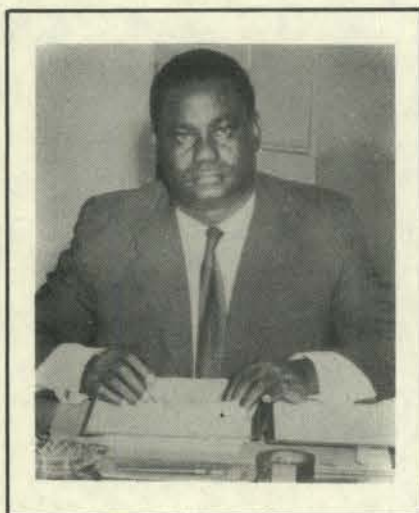
## NOS MINISTRES DEPUIS L'INDEPENDANCE...



**GWENZA Antoine**  
Ministre des Affaires Sociales dans  
le Premier Gouvernement « Lu-  
mumba » de mai 1960.



**BOKANGA Charles**  
Commissaire Général au travail Pré-  
voyance Sociale, Affaires Sociales,  
Jeunesse et Sports dans le Gouverne-  
ment du Collège des Commissaires  
Généraux de septembre 1960.



**MASSA Jacques**  
Ministre des Affaires Sociales dans  
le Gouvernement Ileo de février 1961.



**ASUMANI - SENGHI**  
Ministre des Affaires Sociales dans  
le Gouvernement Adoula (reconcilia-  
tion) de août 1961.



**UKETWENGU Désiré**  
Ministre des Affaires Sociales dans le  
Gouvernement Adoula (1er remanie-  
ment) de juillet 1962.



**MASSA Jacques**  
Ministre des Affaires Sociales dans le  
Gouvernement Adoula (2e remanie-  
ment de avril 1963.





Monsieur Jacques MASSA. Ministre des Affaires Sociales du Gouvernement Central est né à Léopoldville, le 19-11-1917. Président du Rassemblement des Ressortissants du Lac Léopold II et Kwilu (R.D.L.K.), élu Député en 1960, il participa au Gouvernement Iléo de février 1961 en tant que Ministre des Affaires Sociales et assumait la charge de Ministre du Plan et de la Coordination au sein de l'équipe ministérielle présidée par Monsieur Adoula du 12 juillet 1962 au 14 avril 1963. A l'occasion du remaniement ministériel du 14 avril 1963 Monsieur Adoula lui confia le portefeuille des Affaires Sociales.



## LE DEVELOPPEMENT DU SERVICE SOCIAL .

=====



Les premiers tâtonnements du Service Social colonial eurent lieu à Léopoldville en 1933. Une auxiliaire sociale après avoir jeté les bases des services féminines de formation familiale, rechercha les moyens d'adapter ces services au milieu indigène .

Cette initiative rencontra un plein succès dans la capitale du Congo et fut bientôt imitée dans tous les centres extra-coutumiers de la Colonie .

Ainsi se formaient au cours des années les "Centres Sociaux" qui s'occupaient de l'éducation de la famille . La plupart de ces foyers sociaux s'intéressaient uniquement à la population urbaine .

Plusieurs entreprises privées occupant des travailleurs agricoles ou miniers s'intéressaient à cette initiative , créant et gérant elles - mêmes leurs propres "Foyers".

Le Service Social était dans le premier stade de son développement.

Le Gouvernement Colonial créa peu de temps après, un service administratif (AIMO) qui devait coordonner les activités des Centres sociaux, élaborer leurs programmes, agréer et subsidier les Foyers Sociaux qui, bien que relevant d'œuvres privées , acceptaient cependant de travailler selon les directives officielles.

L'organisation du service social fut encore complétée en 1948 par la création du Conseil Supérieur de l'Assistance Sociale Coloniale. Cet organisme qui se réunit à Bruxelles, avait un caractère consultatif . Il était chargé d'étudier et de rechercher tous les moyens propres à contribuer au développement des Centres Sociaux au Congo. Le rapport qui accompagnait l'arrêté portant création de ce conseil, contenait des considérations extrêmement intéressantes sur la nécessité d'adapter l'action sociale aux réalités africaines. "L'attrait des populations rurales vers les centres urbains et industriels", soulignait l'auteur de ce rapport , "Leur adaptation difficile à de nouvelles conditions de vie, l'ignorance de la femme en matière de vie familiale et ménagère, la prodigalité et le manque d'équilibre dans le budget familial, l'instabilité des unions, posent de



graves problèmes sociaux". Le Service Social répond dans une large mesure, aux problèmes urgents que signalait le rapport précité.

Ce sont d'abord les populations urbaines et industrielles qui ont fait l'objet de la sollicitude du Service Social. Cette action très sensible déjà dans les grandes agglomérations, devra néanmoins pour atteindre une pleine efficacité, s'étendre en profondeur. Les centres de moindre importance furent également dotés de "Foyers", au cours des prochaines années.

D'autre part, des essais d'implantation du service social ont eu lieu en milieu rural. Cette expérience, on s'en doute, se heurta à de sérieuses difficultés : en brousse, en effet, les populations sont dispersées à l'extrême, la femme travaille aux champs, et la vie de la plupart des paysans est restée primitive. Toutefois, une première expérience fut tentée dès 1946, dans le "paysannat" Babua, de l'Uele. Une équipe sociale rurale fut installée par les promoteurs de ce paysannat et en particulier par la Compagnie Cotonnière.

Ce premier essai ayant été couronné de succès, le Fonds du Bien-Etre Indigène prend en 1952-1953 et 1954 la charge de trois services sociaux ruraux dans les zones d'action massive de Gandagika, Kasongo et Befale.

D'autres expériences encore débutent : Kisan-tu dans le Bas-Kongo et en 1956-1957 Bongandanga dans l'Equateur et Pangî au Maniema.

Toutes ces expériences avaient un but commun au départ : aider la famille rurale congolaise dans sa marche vers une évolution accélérée, par une action d'éducation visant essentiellement l'amélioration générale des conditions de vie. Cette action se réalisa par des activités diverses : consultations de nourrissons, cercles éducatifs pour femmes, consultations sociales, intérêt pour le problème de l'habitat, pour l'hygiène, pour la scolarité des enfants etc...

C'est la pratique de l'action sociale sous cette forme qui a permis au cours des années d'acquérir une connaissance plus grande des milieux travaillés et ce sont les premiers résultats acquis de la sorte, tout autant que les échecs rencontrés, qui ont permis l'ouverture nécessaire pour atteindre une meilleure adaptation à l'action sociale et se rapprocher ainsi de méthodes de travail global, seules efficaces pour l'organisation de groupes, de communautés.

Les deux Services Sociaux de Bongandanga et de Pangî qui ont été pris en charge par l'Institut de Sociologie Solvay en 1956 ont commencé directement leur action par une méthode globale et appliquaient une for



mule d'assistance technique suivant le programme -type Unesco.

En 1955 , les cercles professionnels de jeunes filles et les centres sociaux et éducatifs pour garçons s'ajoutèrent aux foyers sociaux existants. Au cours des années , les programmes initiaux s'élargirent en vue d'essayer un regroupement de la jeunesse inoccupée , quelque travailleurs sociaux masculins se joignirent au nombreux staff féminin.

En 1956, le gouvernement belge décida la création d'un Institut Supérieur d'Etudes Sociales de l'Etat à Léopoldville, en vue de la formation en territoire congolais d'assistants sociaux de régime A1.

Simultanément deux Instituts analogues mais émanant de l'initiative privée, virent le jour : l'un à Léopoldville et l'autre à Elisabethville.

Les assistantes sociales, régentes ménagères ou régentes technique dépendaient du service territorial qui , à l'échelon provincial et central s'intitulait "A.I.M.O." (Affaires Indigènes et Main-d'Ouvre). Ce dernier cadre avait de nombreuses attributions dont la tutelle du Service Social.

Après les travaux de la Table Ronde de 1960 et la mise en place du Collège exécutif général, qui en fait assumait les responsabilités du gouvernement provisoire, le Collège créa le 29 mars 1960, le Commissariat Général à l'Action Sociale et La Jeunesse qui avait dans ses attributions l'organisation de l'assistance sociale et de la Jeunesse.

Le service social à ses débuts, a été centré sur l'individu considéré comme un fin en soi, une entité distincte, au bénéfice de laquelle l'action était entreprise et non comme une partie intégrante d'un groupe ou d'une communauté. Service Social était synonyme d'assistance sociale , notion qui suppose l'attribution d'une aide matérielle ou morale, toujours individuelle, reçue sans aucune contre partie de la part de l'intéressé.

Au cours de ces dernières années, la notion de service social s'est considérablement élargie pour s'appliquer au groupe et du groupe à la communauté . On n'en néglige pas pour autant l'individu mais on n'en fait plus une fin en soi. L'individu est considéré comme partie d'un groupe, que ce groupe soit familial, professionnel, culturel ou social, en tant que facteur dynamique susceptible de faire évoluer le groupe.



Le Service Social passe donc d'une phase passive, qui n'exige rien de l'individu en retour du service accordé, à une phase plus active. L'individu devient l'élément moteur qui fera progresser le groupe auquel il appartient. Ainsi s'explique-t-il que la notion "Service Social" fait place progressivement à l'"Action Sociale" ; le "service" supposant de la part du bénéficiaire une action passive,

l'"Action" par contre, signifie que le bénéficiaire ne se contente plus de se laisser aider mais participe librement et volontairement au travail social. En conséquence, l'Action sociale réunit l'ensemble des activités qui contribuent à assurer le mieux-être, le développement et l'évolution harmonieuse des communautés de par la volonté de leurs membres. Quant aux services sociaux, ils constituent les institutions et les organisations chargées des différents secteurs de l'Action Sociale.

=====



## L'ACTION SOCIALE EN IMAGE ...

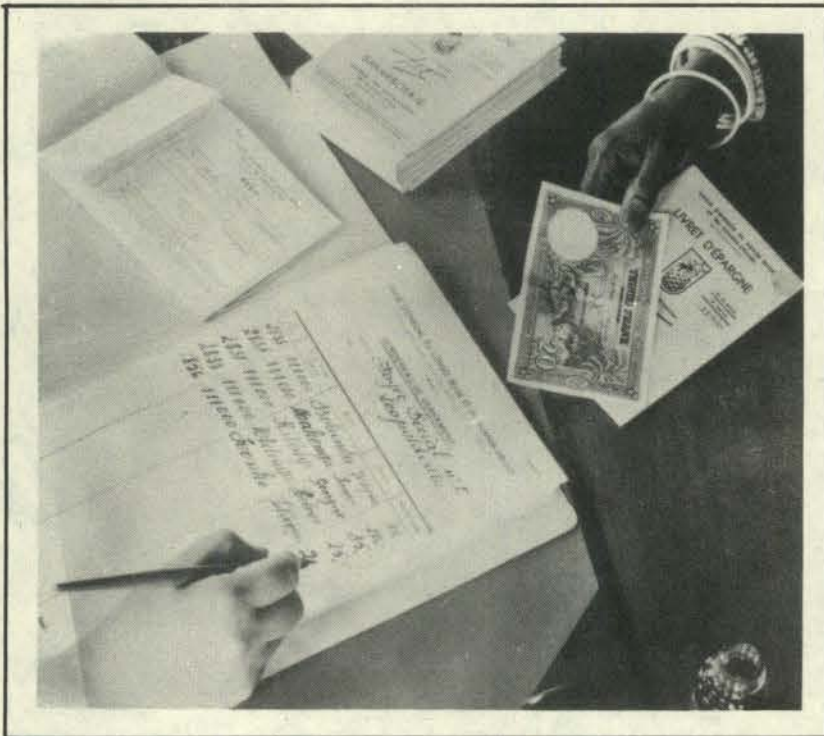


Un cours de couture dans un Foyer Social de Kindu. L'assistante sociale donne aux femmes une éducation familiale et ménagère.



Elles suivent aussi des cours d'hygiène, de savoir-vivre, de français et de calcul.





Dans un foyer social à Léopoldville... L'épargne aussi est un moyen d'éducation.



Le « Lions Club » a offert 25 voiturettes aux paralytiques. M. A. SITA, Secrétaire Général aux Affaires Sociales et membre de « Lions Club » adresse quelques mots aux bénéficiaires.

Les riverains avaient perdu tout leur avoir suite à la crue du fleuve. Le Ministère des Affaires Sociales leur envoie un don de vivres.





LE FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE SERVICE SOCIAL  
ET LA REORIENTATION DE L'ACTION SOCIALE .

=====

Le Chef de l'Etat vient de signer une ordonnance créant un Fonds National de Promotion et de Service Social. Il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'un nouvel organisme parastatal ; c'est une simple institution dotée de la personnalité civile ayant qualité d'établissement public. Il est entièrement mû par le gouvernement mais avec des méthodes d'une souplesse et d'un rendement qui sortent quelque peu de la structure rigide des règles administratives habituelles.

Bien souvent, en effet, le bon vouloir et le dévouement qui se manifestent dans des nombreuses cellules sociales sont handicapés par l'absence d'une aide concrète et directe de la part du pouvoir public.

Avec le Fonds National de Promotion et de Service Social, il nous sera possible de toucher plus directement toutes les classes et tous les niveaux de la population ; il nous sera possible d'apporter une contribution décisive à leurs propres initiatives, avec bien entendu, l'accord de l'autorité locale. Il n'est certes pas question de remplacer le plan général gouvernemental mais, il est important d'éveiller l'esprit d'initiative et d'entr'aide, de provoquer une réelle mobilisation des ressources locales et des forces disponibles. Ceci dans le but d'accélérer le progrès national.

D'autre part, le fonds institué doit permettre une utilisation rationnelle de l'aide extérieure qui se manifestera ici dans un but concret et avec toutes les garanties voulues. Cet élément a son importance non seulement en fonction des besoins importants des programmes visés mais également en vertu des disponibilités actuelles de l'Etat.

§  
§      §

Cette mesure devait être suivie par une réorganisation des services sociaux eux-mêmes pour passer résolument du stade de la simple assistance à celui d'une promotion réelle.

Il s'agit donc d'une innovation qui nous incite par conséquent à agir avec une extrême prudence. C'est la raison pour laquelle la nouvelle orientation de l'action sociale ne sera appliquée que progressivement en commençant par un tout petit nombre d'expériences pilotes. Il n'est donc pas question de croire qu'un changement interviendra sans transition. Il est néces-



saire, néanmoins, de vous donner un aperçu de l'ensemble des réformes envisagées.

Nous allons vers l'organisation des Centres Sociaux constitués chacun en direction avec 4 sections et travaillant en collaboration avec un conseil de centre. Il s'agit de sections administratives, d'animation, masculine et féminine. Quant au conseil de centre, il groupera, outre les responsables principaux du centre social, des animateurs bénévoles issus de différents milieux de la commune ou de la circonscription.

Cette réorientation est justifiée par une situation qui devient inquiétante. Les formations sociales en effet sont actuellement trop coûteuses compte tenu des possibilités budgétaires de la République du Congo et eu égard aux services qu'elles rendent. Elles doivent d'autre part être amenées à renforcer les contacts avec la population.

Il y a donc lieu de faire participer plus activement les communautés à une action sociale virile en employant, bien entendu, des méthodes appropriées. Parmi celles-ci, nous citons notamment :

1. L'élaboration du programme de l'action sociale en tenant compte des aspirations de la population intéressée et de ses besoins les plus urgents.
2. L'encouragement de l'auto-financement de l'action sociale.
3. La réalisation des activités prises au programme avec la participation de la population.
4. L'action sociale globale, pour toucher non pas certaines catégories de personnes que distinguent l'âge et le sexe mais la famille considérée dans son ensemble, hommes, femmes, enfants; il s'agit aussi de porter l'action non pas sur un secteur d'activité mais sur tous les secteurs en relations avec l'action sociale.

Toutes les techniques favorables à nos méthodes seront employées avec l'enquête de base, la cotisation, la coopérative, le stage de formation et d'information, la propagande etc.

Pour la réorganisation des programmes, le département distinguera les activités à court terme de l'action à long terme.

Sur le plan immédiat, il nous faut faire face, par exemple, à la famine, à la pauvreté, à la détérioration de la moralité, au désœuvrement de la jeunesse. En effet, avec l'exode rural, l'afflux de réfugiés, la cherté et la rareté des produits de consommation, le chômage généralisé, la situation sociale s'est gravement détériorée.



D'une manière plus réfléchie et plus continue, nous avons à développer l'esprit civique des populations. Nous avons à stimuler aussi l'esprit de coopération. L'indépendance a rendu à chaque congolais sa qualité de citoyen du Congo à part entière. Elle accorde à ce dernier de nouveaux droits mais l'oblige aussi à des devoirs auxquels il est mal préparé. La liberté est un état de vie qui s'apprend. Les nouvelles lois, la société en totale évolution mettent le citoyen en difficulté, il faut l'aider à s'adapter à cette nouvelle société.

Avec l'organisation du centre social, il sera possible aux services sociaux de concevoir une unité d'action en vue d'instaurer autant que faire se peut un triple développement :

Tout d'abord dans l'action économique - sociale, il sera possible de promouvoir le volontariat du travail, les coopératives de vente de produits et de faire aussi en sorte que l'assistance même aux nécessiteux et aux réfugiés ne constitue pas un vil paternalisme.

En ce qui concerne l'action médico-sociale, nous renforcerons la collaboration qui existe déjà avec le service de la Santé Publique et qui porte sur les consultations prénatales et de nourrisson, la puériculture, l'éducation sanitaire de la masse, la campagne d'hygiène publique, l'amélioration de l'habitat.

Enfin, notre action portera d'une manière particulière sur l'éducation populaire en général, où il sera question de l'organisation de loisirs, de l'alphabétisation, des travaux manuels, etc...

=====



## L'ECOLE DE CADRES DU MINISTERE.

L'Ecole de Cadres organise pendant toute l'année des cours et des stages pour responsables de l'Action Sociale, animateurs ruraux et promoteurs du Développement Communautaire.



Devant le perron de l'école.



En excursion.



Au travail.



NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT...

=====

Je me permet de vous remercier pour votre bulletin " M.A.S." et plus particulièrement pour votre numéro 10 d'octobre 1962.

Des hommages de sympathie, se doivent d' être adressés à vos services, surtout aux promoteurs de l'action communautaire ainsi qu'au Comité de Bolingo. Ils appliquent sur le terrain les meilleurs des idées sociales de notre temps.

Paul Mushiete, Chargé d'Affaires de la République du Congo à Paris ( France)

Nous avons le plaisir de vous exprimer nos chaleureuses félicitations pour votre bulletin " M.A.S." que nous recevons régulièrement.

Les étudiants africains en Belgique qui se spécialisent dans le service social ou qui font une thèse dans ce domaine viennent souvent consulter vos publications . C'est pratiquement le seul moyen d'information qu'on possède actuellement sur l'évolution sociale au Congo.

CH. OGER , Directeur du Centre Culturel Africain, Bruxelles-Belgique.

Mes félicitations pour votre bulletin "M.A.S C'est dynamique , c'est vivant, c'est une excellente formule de montrer les réalisations du développement communautaire à l'étranger. La vérité sort de la comparaison

R.P.G.Vandenberghe , Mission Musenga Balongo.

Nos vives félicitations pour ce magnifique bulletin auquel nous portons grand intérêt pour notre bibliothèque et nos étudiants.

Afrika-Studiecentrum-Leiden (Hollande)

En tant qu'Officier d'Information Sociale et culturelle au sein de l'Armée Nationale Congolaise, notre labeur correspond textuellement au vôtre. Je souhaiterais qu'une certaine relation sociale soit créée entre vous et nous.

Lt. OTOMA P. - Léopoldville.



Outre l'intérêt des informations que vous nous faites parvenir pour nos lecteurs , je suis personnellement très heureuse d'être tenue au courant de la manière dont évoluent des services que j'ai vus naître et suivis attentivement au moment où j'étais professeur de pratique professionnelle à l'Institut d'Etudes Sociales de l'Etat à Léopoldville.

M.L.HEPTIA, Directrice du Centre  
d'Etudes et de Documentation  
Sociales de Liège ( Belgique ).

Je tiens à vous remercier très vivement de l'envoi régulier du bulletin " M.A.S." dont j'apprécie hautement le contenu . Je vous en félicite beaucoup.

Consul Général de Suisse à  
Léopoldville.

Votre publication "M.A.S.", qui donne des renseignements et des éclaircissements que les membres de mon service mettent en profit , m'a particulièrement fort intéressé et nous vous en remercions infiniment .

Lufukutimba , Directeur Provin-  
cial des Affaires Sociales  
Luluabourg (Kasai).

J'ai eu le plaisir de prendre connaissance du Bulletin "M.A.S." et je suis vivement désireux de recevoir et de posséder personnellement cette très intéressante publication qui peut contribuer à la formation de mes étudiants se destinant à la coopération technique.

Prof.L.O.J. De Wilde, Rijksland  
bouw Hogeschool-Gent (Belgique)

Tous nos félicitations pour l'excellente publication "M.A.S." . Votre publication est classée dans notre Centre de documentation de sciences sociales où elle est tenue à la disposition des membres de l'Unesco et des spécialistes venus de l'extérieur .

Département des sciences sociales,  
UNESCO, Paris.

Votre publication "M.A.S." est exposée dans notre bibliothèque où sont déjà plus de douze cents périodiques que viennent régulièrement consulter de nombreux lecteurs. Nous sommes persuadés qu'ils sont heureux de trouver ici les différentes informations que fournit votre bulletin.

Bibliothèque de l'Action Popu-  
laire, Vanves-Seine ( France ).



J'ai l'honneur de vous accuser réception des publications que vous avez eu l'amabilité de nous envoyer. Nous les avons lues avec le plus grand intérêt et profit et nous espérons recevoir les prochains numéros du Bulletin du "M.A.S."

Edward Clunies Ross , Directeur  
Community Development Clearing  
House, London, England.

Ayant pris connaissance du contenu de la dernière édition du Bulletin du Ministère des Affaires Sociales (M.A.S.), il m'est agréable de vous renouveler mes félicitations pour la tenue et la qualité de cette publication.

Elle n'est pas seulement une source d'informations précieuses pour qui s'intéresse aux problèmes sociaux du pays et aux solutions que le Gouvernement Central s'applique à leur trouver, elle constitue aussi un témoignage éloquent de l'effort soutenu de l'équipe de fonctionnaires que vous dirigez et à laquelle incombe la tâche de susciter les initiatives de nature à favoriser la promotion et le développement social des communautés.

Je souhaite que l'enthousiasme qui anime vos collaborateurs et vous continue à se manifester dans les pages de ce Bulletin qui portent en elles un message dont les échos, espérons-le, stimuleront l'action conjointe des populations et des pouvoirs publics pour le progrès des collectivités congolaises.

Marcel Fombrun  
Représentant de l'UNICEF.

L'exposé de votre programme de développement communautaire et de volontariat du travail ne peut manquer de susciter l'enthousiasme de tous les hommes de bonne volonté et nous espérons de tout coeur que vos efforts généreux seront couronnés de succès. C'est avec infiniment de sympathie que nous suivons votre action et notre aide vous reste acquise, dans la mesure de nos moyens, si elle peut vous être de quelque utilité.

Université Libre de Bruxelles  
Institut de Sociologie.

J'ai pris connaissance de ces documents avec beaucoup d'intérêt. Ils apportent une remarquable contribution au programme de développement communautaire en proposant des formules constructives dont l'application aura certainement pour effet d'améliorer le niveau de vie des populations du Congo.

Le Secrétaire Général-Institut  
pour la Recherche Scientifique  
en Afrique Centrale.



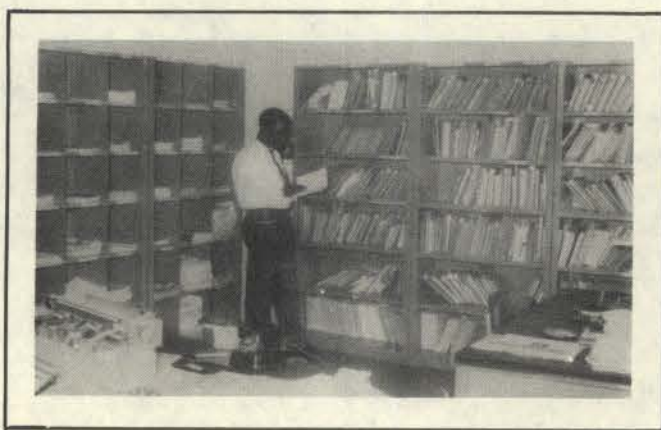
## NOTRE BUREAU DE DOCUMENTATION.



Vue sur la bibliothèque.



La rédaction du Bulletin « M.A.S. ».



La documentation scientifique.